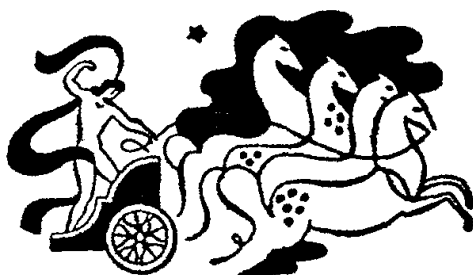


GEORGES DEMARTIAL

LA LÉGENDE
DES
DÉMOCRATIES
PACIFIQUES

" Connais-toi toi-même. "

SOCRATE.



RIEDER

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous pays
Copyright by les Presses Universitaires de France, 1939

PROLOGUE

En 1922, Bertrand Russell, le grand philosophe et mathématicien anglais, publia une petite brochure intitulée : *Free thought and official propaganda* (*La liberté d'opinion et la propagande officielle*). En voici quelques passages.

« Les moyens d'acquérir la vérité sont bien connus. Ils consistent à entendre le pour et le contre, à vérifier les faits, à contrôler notre propre opinion en discutant les opinions adverses, à prendre habitude d'écarter toute hypothèse non justifiée.

« Si ces procédés étaient appliqués dans le domaine de la politique, la guerre par exemple deviendrait impossible, parce qu'on comprendrait dans chaque camp qu'il y a des torts dans les deux camps...

« Mais il n'en est rien. Prenez l'enseignement de l'histoire dans les livres scolaires. Quand un homme écrit sa biographie, il est tenu à une certaine modestie ; mais s'il s'agit de celle de

la nation, la gloriole et la vantardise sont de règle, et sans limites...

« Dans tous les pays, le but de l'éducation publique est de faire croire aux enfants des absurdités qui, le moment venu, les amèneront à accepter de mourir pour la défense de sinistres intérêts, en croyant que c'est pour la vérité et le droit...

« Une véritable liberté d'opinion supposerait l'égalité de diffusion des diverses opinions. Celle qui dispose de plus d'argent, surtout si elle a en outre le gouvernement pour elle, a naturellement une diffusion bien plus grande...

« La propagande, telle qu'elle est pratiquée par les politiciens et gouvernements modernes, a emprunté les procédés de la publicité commerciale. Elle est un moyen de gouvernement adopté dans tous les États avancés, et sert tout spécialement à créer l'opinion dans les démocraties...

« Il faudrait apprendre aux enfants non à croire mais à douter... les habituer à penser par eux-mêmes.

« La crédulité est un mal plus grand aujourd'hui qu'autrefois. D'une part, grâce au développement de l'instruction, il est plus facile de répandre l'erreur. De l'autre, dans une démocra-

tie, les gouvernants ont plus besoin que ceux de jadis de répandre l'erreur. D'où l'accroissement du nombre des journaux. »

Or le 1^{er} juin 1938, M. Chautemps, vice-président du Conseil des ministres, à une réunion offerte à des journalistes étrangers, leur dit : « La propagande est une chose dont on ne peut pas parler dans un État démocratique. C'est un acte dictatorial. Propagande et régime démocratique sont deux idées qui s'excluent. »

M. Chautemps a dit aussi : « La profession de journaliste est la plus belle de toutes. Elle peut être affreuse si elle est au service d'intérêts et de passions. » Il estime donc que dans notre démocratie la presse ne se met pas au service d'intérêts ou de passions. Sans quoi il n'aurait pas tenu ce langage aux journalistes étrangers.

Voilà deux opinions diamétralement opposées. Le danger des démocraties, dit le sociologue anglais, c'est la facilité avec laquelle l'opinion se laisse prendre à la propagande du gouvernement et des journaux ; il faudrait donc y développer le plus possible l'esprit critique. Le privilège des démocraties, dit l'homme d'Etat français, c'est que la propagande du gouvernement et des journaux y est inconnue, et y serait impossible ; on ne les trompe pas et on ne pourrait les tromper.

Pour savoir qui a raison, référons-nous à un sujet qui domine de haut tous les autres, celui de la paix et de la guerre, et voyons si, dans les démocraties, la propagande en est exclue.

La survivance de la guerre

La guerre moderne est pour tout peuple le mal total. Chaque homme valide a de fortes chances d'y laisser sa vie ou sa santé, est arraché en quelques heures à son foyer, à son travail, à ses projets d'avenir, à ses affections, à ses plaisirs, et plongé dans un abîme de souffrances physiques et morales. La guerre aérienne menace également vieillards, femmes et enfants, ce qui est d'ailleurs conforme à une bonne justice distributive, car pourquoi, bien qu'on les appelle des « victimes innocentes », seraient-ils plus épargnés que les mobilisés, qui ne sont pas moins innocents ? Seuls les militaires de carrière, les amateurs d'émotions violentes et les gens dont la guerre fait marcher le commerce peuvent y trouver une compensation. La masse des individus a tout à y perdre et rien à y gagner. Un peuple ne peut pas de lui-même vouloir la guerre. Lors de l'affaire tchécoslovaque, de quelle joie délirante ont éclaté les peuples quand ils

furent délivrés du cauchemar de la mobilisation ; tels des condamnés à mort apprennent subitement leur grâce.

Comment alors expliquer la survivance de la guerre ? C'est qu'elle est voulue non par les peuples, mais par les gouvernements, et que les peuples acceptent de se battre sur leur ordre. Comme il faut tout de même qu'il se justifie devant son peuple de lui infliger un si grand mal, tout Gouvernement qui entre en guerre, qu'il soit démocratique ou non, proteste qu'il ne l'a pas voulue, a tout fait pour l'éviter, mais que l'adversaire la lui a imposée, soit en provoquant soit en ouvrant les hostilités, et qu'il fallait se défendre. Comme les peuples sont bien incapables de se rendre compte si c'est vrai, et que d'ailleurs on ne leur en laisse pas le temps, ils se battent en fait sans savoir pourquoi, ce que ne font pas les autres animaux.

Ne peut-on imaginer une guerre de désespoir, où un peuple verrait le seul moyen d'échapper à une condition qui lui paraîtrait pire que la mort, où il saurait donc pourquoi il meurt ? Mais ce n'est pas un autre peuple, c'est le gouvernement d'un autre peuple qui l'aurait acculé à ce désespoir, car les peuples n'ont pas d'intérêt à se détruire réciproquement. On en revient

toujours à cette constatation que les guerres modernes, bien qu'elles soient devenues des guerres de peuples, sont le fait non des peuples, mais des gouvernements, qui se servent des peuples, la comparaison a été souvent faite, comme des pions d'un échiquier.

On se battait autrefois pour le pillage, ou pour aller au paradis, ou pour une solde (d'où le glorieux nom de soldat). Il était réservé à notre temps de voir des peuples entiers, sur le simple appel de leur gouvernement, s'exterminer sans autre raison que les excitations de leur gouvernement ou de leurs journaux, pour servir des intérêts que l'on décore du nom de nationaux, mais qui sont complètement étrangers à ceux des millions d'êtres de chair et d'os qui constituent la nation.

Si universellement acceptée qu'elle soit, cette dérision a suscité l'étonnement de certains esprits indépendants. En voici quelques exemples qui ne sont pas, bien entendu, les seuls.

Dans son *Traité d'économie politique*, Jean-Baptiste Say écrivait déjà, il y a un siècle : « Deux gouvernements qui se font la guerre ne sont pas moins ennemis de leurs propres sujets que de leurs adversaires. Si leurs sujets épousent leurs querelles, à quoi peut-on comparer leur

stupidité ? J'ai honte de le dire : à celle des brutes qui s'animent et se déchirent pour le plaisir de leurs maîtres. »

En 1869 un autre économiste non moins illustre, Paul Leroy-Beaulieu, publia un livre intitulé : *Recherches économiques, historiques et statistiques sur les guerres contemporaines*. Il dit dans la préface : « Quand on étudie de près et avec quelque suite les causes de ces grands événements on est conduit à s'en faire une tout autre idée que l'idée universellement acceptée. Un fait certain se dégage de cet examen attentif, c'est qu'il n'est pas une seule de ces guerres qui eût un caractère de nécessité, pas une qui n'eût très honorablement, très avantageusement pour toutes les parties, pu être évitée. » Bien mieux, il montre que les explications qu'en donnent les gouvernements à leurs peuples sont fausses. Par exemple, prenant la guerre de Crimée, et bien, dit-il, que n'ayant pour les Russes que de l'antipathie, il accuse la France et l'Angleterre d'en avoir rejeté sur la Russie la responsabilité qui leur incombait.

« Pourquoi, a écrit Maupassant, ne jugerait-on pas les gouvernements après chaque guerre déclarée ? Si les peuples comprenaient cela, s'ils faisaient justice eux-mêmes des pouvoirs meur-

triers, s'ils refusaient de se laisser tuer sans raison, s'ils se servaient de leurs armes contre ceux qui les leur ont données, ce jour-là, la guerre serait morte (1). »

Qu'auraient dit ces hommes généreux de la guerre mondiale, qui eut pour cause le refus de la Serbie de laisser des agents autrichiens coopérer avec les siens à la recherche des instigateurs de l'assassinat de l'archiduc d'Autriche, et où la plus grande partie des autres puissances accusèrent faussement l'Allemagne d'être seule responsable de la guerre ? Y eut-il jamais une guerre qui ait moins eu « un caractère de nécessité », où le mensonge ait été plus apparent, où les peuples, jetés par monceaux dans la fournaise, aient été de plus pitoyables victimes de leurs gouvernements, où la disproportion ait été plus satanique entre la cause et l'effet ? Quel homme un peu averti et un peu sincère oserait se porter aujourd'hui garant des raisons par lesquelles, pour ne parler que de lui, le peuple français fut acquis alors à l'idéologie de la guerre du Droit ?

C'est donc qu'en cas de guerre les peuples démocratiques sont trompés comme les autres,

(1) Paul Reboux a mis cette citation en tête d'un des chapitres de son livre émouvant et courageux *Les Drapeaux*.

et même plus que les autres, parce qu'à cause de leur liberté même on a plus besoin de les tromper. Poursuivons cet examen et voyons ce qui s'est passé après la guerre.

Ce qu'il advint, en 1919, de la Guerre pour la Démocratie

Lorsque l'Allemagne succomba enfin le 11 novembre 1918, son premier acte dès la signature de l'armistice, fut de demander qu'on jugeât les responsabilités de la guerre. Supposons que les gouvernants des principaux États vainqueurs, après avoir convoqué un congrès mondial où auraient été représentés vainqueurs, vaincus et neutres, lui eussent tenu ce langage :

« Notre progagande de guerre a pris comme thème que l'Allemagne avait attaqué la Russie et la France surprises pour les forcer à une guerre qu'elles avaient tout fait pour éviter. Peut-être tout autre gouvernement en aurait-il fait autant à notre place. La guerre ne regarde pas aux moyens. Aujourd'hui nous reconnaissons que c'était faux. L'Allemagne a risqué la guerre en promettant à l'Autriche de la soutenir contre la Russie. La Russie, suivie par la France et l'Angleterre, l'a déchaînée en mobilisant contre

l'Autriche et l'Allemagne. Pour que la guerre européenne sorte de l'assassinat de l'archiduc d'Autriche, il a fallu que nous y contribuions tous.

« Si nous faisons cet aveu, c'est que seul il peut nous permettre de tenir la promesse faite à nos peuples que cette guerre serait la dernière. Il n'y a pas ici des peuples coupables et des peuples innocents, des vainqueurs et des vaincus, il n'y a que des peuples victimes auxquels nous devons réparation. Cette réparation ne peut être que la paix. La paix politique : plus d'armées. La paix économique : libre-échange. Du rêve des États-Unis d'Europe faisons une réalité.

« Si on ne veut pas aller du premier coup jusque-là, que les gouvernements s'engagent à se dessaisir du droit de guerre et à le remettre aux peuples. Si on ne veut pas supprimer la guerre, qu'on laisse du moins le droit de la décider à ceux qui en font les frais.

« Les difficultés ne nous arrêteront pas. Puisque nous avons su imaginer un prodigieux mécanisme qui nous permet d'aspirer en quelques heures tous les hommes valides de nos peuples et de les jeter sous le marteau-pilon de la guerre, il ne doit pas être impossible de trouver le moyen de les laisser chez eux. »

Ces déclarations n'auraient rien eu d'insolite. Avant l'entrée des États-Unis dans la guerre, le président Wilson avait dit que « personne n'était en état d'établir qui avait déchaîné la guerre », puis que les Américains sauraient « se montrer trop fiers pour s'en mêler » (1), puis qu'il fallait souhaiter que la guerre « se terminât par une paix sans victoire, parce qu'une paix imposée par les vainqueurs aux vaincus serait écrite sur le sable (2) ». Quand, ayant changé d'avis, il fit entrer les États-Unis dans la guerre, il s'attacha à l'imprégner d'idéalisme. Il dit que c'était pour : « To make the world safe for the democracy. » Et quand l'Allemagne demanda la paix, il répondit qu'elle devait d'abord renverser « un gouvernement qui avait eu le pouvoir de troubler secrètement, et par sa seule volonté, la paix du monde ».

Dans une nuit de l'été de 1916, l'aviateur Marchal avait jeté à Berlin, au nom des aviateurs français, et sûrement avec l'autorisation de ses chefs, des milliers d'exemplaires d'une proclamation qui se terminait ainsi : « Vous luttez pour votre roi sanguinaire. Nous luttons pour la

(1) 10 mai 1915, trois jours cependant après le torpillage du *Lusitania*.

(2) Dans son fameux Message du 12 janvier 1917.

liberté de tous les peuples, pour qu'une tuerie comme celle-là devienne impossible pour toujours. Et ce but sera atteint lorsqu'en Allemagne le peuple possédera le droit de décider de lui-même de la guerre et de la paix. »

En France et en Angleterre comme aux États-Unis, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, guerre pour mettre fin aux guerres, avaient été les deux arguments par lesquels on adjurait les peuples à « tenir jusqu'au bout ». « Les masses populaires, dit M. Jules Isaac dans son *Histoire contemporaine*, avaient la conviction que la guerre était *une croisade pour la liberté et surtout pour la paix universelle*. »

Il n'aurait donc tenu qu'aux grands États démocratiques, qui avaient en 1919 le sort de l'humanité dans leurs mains, d'apporter aux peuples une paix de réconciliation dans la vérité.

Mais ce fut le contraire qui arriva. Pour justifier une paix de rapine et de vengeance qui est au pilori de l'histoire, ces États s'érigèrent en justiciers, firent comparaître l'Allemagne devant la Conférence de la paix comme un criminel, et la condamnèrent, sous peine de voir recommencer la guerre et malgré sa nouvelle demande d'une enquête, à se reconnaître par un article du Traité

de paix « responsable de la guerre par son agression », ce qui rendait toute vraie paix impossible.

Dans son livre *La Paix*, M. Nitti, qui a été président du Conseil des ministres en Italie immédiatement après la guerre, a dit : « Il n'y a peut-être aucune phase de l'histoire moderne dans laquelle les idées les plus nobles aient été pratiquement plus méprisées par ceux-là mêmes qui, à l'heure du danger, s'en faisaient un étendard » (p. 27). « La guerre de 1914 à 1918 a été une guerre ignoble » (p. 39).

Ainsi, dans cette guerre pour la démocratie les démocraties n'ont cessé, du premier au dernier jour, d'être trompées par leurs gouvernements.

Silence à la vérité

Sitôt après la guerre, la révolution éventra les coffres-forts diplomatiques en Russie, en Autriche, en Allemagne. La thèse que l'Allemagne avait seule préparé la guerre et l'avait seule causée, déjà raisonnablement insoutenable, le devenait historiquement. Sa révision s'imposait en France plus encore qu'ailleurs. Il y allait de notre honneur, de notre intérêt, de l'avenir de l'humanité.

De notre honneur parce qu'il était contraire

à toute morale, parce que c'était une tartuferie de continuer à accuser et à punir l'Allemagne d'avoir seule causé la guerre, alors que la France, par sa promesse d'appui à la Russie dans un conflit qui ne l'intéressait en rien, en était également responsable.

De notre intérêt parce que, de même que l'antagonisme franco-allemand a été une des causes principales de la guerre, de même une entente franco-allemande est la condition à la fois nécessaire et suffisante d'une paix européenne. Une révision des responsabilités eût indubitablement favorisé cette entente. Nulle question ne tenait plus au cœur de la grande majorité des Allemands, qui acceptaient de payer comme vaincus, mais non comme criminels.

De l'avenir de l'humanité, car les peuples auraient appris, par cet exemple mémorable, à se défier des explications que les gouvernements leur donnent des causes des guerres. Et comme les guerres dépendent uniquement « du refus ou du consentement des masses mobilisables (1) », il y aurait peut-être eu quelque espoir qu'elles s'y refusent désormais. Nous nous

(1) Lettre de Martin du Gard, prix Nobel de Littérature, au *Rassemblement universel pour la paix* (R. U. P.), organe du pacifisme gouvernemental.

enorgueillissons sans mesure d'une victoire militaire que nous n'avons pas remportée tout seuls. Quel prestige plus mérité, plus rare, la France n'aurait-elle pas acquis en donnant cette preuve de justice, de générosité, de véritable intelligence !

Et puis ne sommes-nous pas une démocratie ? Le Gouvernement avait osé maintenir la censure pendant toute la durée de la Conférence de la paix, jusqu'en octobre 19. Le pays redevenu libre, et puisqu'on n'avait plus l'excuse de la guerre, de l'union sacrée, il appartenait à nos guides politiques, intellectuels et moraux, à l'élite qui prétend représenter, informer, éclairer l'opinion, de relever la tête.

Ici encore ce fut le contraire qui arriva. Cette élite s'était mobilisée à l'arrière pour « soutenir le moral » de la nation en guerre, ce qui consista à l'ensevelir, dans tous les domaines, sous la plus grande avalanche de mensonges et de sottises qu'on ait jamais vue, et dont les bibliothèques garderont l'incroyable souvenir (1). En tête figurait le mensonge des responsabilités. Plutôt que de se déjuger, l'élite préféra l'entre-

(1) On en trouve un aperçu dans *La Mobilisation des consciences*.

tenir. Loin de faire la vérité sur les causes de la guerre, elle l'étouffa, soit en continuant à répandre les faussetés, soit et surtout en organisant le silence autour des documents qui les dévoilaient.

Cependant l'Allemagne ne cessait de réclamer une enquête historique pour être lavée de l'accusation d'avoir seule préparé et fait éclater la guerre. En 1926, au moment d'entrer à la Société des Nations, elle la demanda une fois de plus par la voix du pacifique Stresemann. *Le Temps* justifia ainsi le refus qui lui fut opposé : « Dans un esprit de conciliation qui procède du sentiment le plus généreux, on a consenti à ne pas soulever à nouveau la question des responsabilités » (29 septembre 1926). Autant dire que si nous n'avons pas remboursé l'argent emprunté à l'Amérique, c'est dans un sentiment de pure générosité, pour ne pas soulever la question des dettes.

Un éminent sociologue américain, le P^r Barnes, a dit : « Négliger la question des responsabilités de la guerre, c'est aussi stupide et criminel que le serait un médecin qui, dans une épidémie de fièvre typhoïde, se refuserait à analyser l'eau. » C'est l'évidence même. Cependant nos médecins ne veulent pas qu'on analyse l'eau, c'est-à-dire

la thèse officielle qui est en fait soustraite à la discussion. Pour la soutenir, on est accueilli à bras ouverts par des journaux qui tirent à deux millions d'exemplaires. Pour la combattre, on est heureux d'en trouver qui tirent à deux mille, vivent de souscriptions et d'ailleurs sont boycottés. En d'autres termes le conformisme rapporte honneurs et profits. La vérité ne rapporte que l'ostracisme. C'est ce qu'on appelle la liberté d'opinion.

Licence à la flatterie

« Pour se défendre contre le mensonge, la France est de première force. L'art de ne pas se tromper est un art français. Depuis deux cent cinquante ans et plus nous l'apprenons au reste du monde... Le peuple français a cette vigueur de jugement qui regarde les choses, non comme il nous plairait qu'elles soient, mais comme elles sont... Les Français les plus simples sont avertis tout de suite qu'on les trompe. Ils en souffrent comme d'un grain de sable dans l'œil, et ils méprisent qui essaie de les tromper. »

Vous croyez peut-être que ces lignes sont de quelque féroce ironiste. Pas du tout. Elles datent de décembre 1917, alors que depuis trois ans le

peuple français était quotidiennement nourri des mensonges les plus énormes et les plus odieux. Elles se trouvent dans *Les Entretiens des non-combattants*, publiés par une Société d'éminents universitaires, qui portait, et qui continue à porter le nom d'*Union pour la Vérité*. N'est-ce pas admirable ?

L'académicien Emile Faguet, dans *Les Annales* du 7 mars 1915, a dit : « Nos soldats savent que dans le mot France il y a la loi même du monde et la formule du bonheur. » Son collègue Lavisse, qui avait choisi l'arrivée à Paris des délégués allemands à la Conférence de la paix pour leur dire que le mensonge leur était « congénital », appelait la France « une marraine de peuples » (*Le Temps* du 2 juin 1920).

Dans la préface d'un livre *Les Leçons morales de la guerre*, paru en 1920, M. Barthou, autre académicien, qui avait été le rapporteur devant la Chambre du Traité de Versailles, a dit : « La guerre a fait apparaître les qualités natives de chaque race ; l'Allemagne avec sa barbarie, la France avec l'élan de son courage, l'Angleterre avec son culte de l'honneur, la Russie avec son mysticisme, l'Italie avec son nationalisme passionné, la Roumanie avec sa fidélité, la Serbie avec son obstination, l'Amérique avec son idéa-

lisme. » Ce palmarès est bien incomplet. Vingt-quatre États, petits ou grands, avaient pris le parti des Alliés. Mais M. Barthou a dû se trouver à court d'épithètes.

A la même époque, dans la préface du livre *Créer*, M. Herriot avait dit des Allemands « que leur moindre défaut est de se plaire dans l'infamie, qu'ils sont voleurs par vocation, d'immondes menteurs, etc. ». Mais à un congrès du parti radical, en octobre 30, il disait de la France : « Au cours de son histoire, elle ne s'est pas fait seulement un corps, mais une âme, la plus juste et la plus généreuse. » A la rentrée des Chambres de 1937, il en traçait ce portrait : « Elle a pour elle la pureté de sa conscience. Qu'aurait-elle donc à se reprocher ? Elle se livre à son doux et bienveillant génie... Elle a tendu, elle tend encore la main à ses adversaires de combat... Son intelligence et son courage... Sa sagesse, à certaines heures si méritoire, a été une offrande continue de la paix. » A la rentrée de 1938 il a célébré : « les vertus silencieuses de notre race ».

La démocratie a donc aussi ses charlatans. Si déplaisant que cela soit, il faut bien le constater, puisque c'est avec des discours de ce genre qu'on exploite la plus ridicule, la plus odieuse des vanités, celle qui est la principale

cause des guerres : la vanité nationale (1). On nous enseigne quotidiennement que la principale qualité française est le sens de la mesure. Cependant presque tous nos princes de la politique, du journalisme et des lettres tiennent boutique des mêmes flagorneries insensées, et la foule s'en gargarise avec volupté. C'est ce qu'on appelle le patriotisme.

La politique extérieure vue par le simple citoyen

Si nous jouissions depuis la guerre d'une paix profonde, on me dirait avec raison que toute cette propagande n'a eu aucun effet, et qu'il n'y a qu'à la laisser de côté. Mais nous nous ruinons en armements, et on vient de frôler une nouvelle guerre européenne. Il n'est donc pas téméraire de penser que le mensonge est pour une grande part, sinon pour la part principale dans la facilité avec laquelle le peuple oublie les leçons de la dernière. Pour le savoir tournons-nous vers le simple citoyen.

Comme il lui est agréable de penser que son pays n'a eu aucune responsabilité dans la guerre et n'a fait que se défendre, pourquoi ne le croi-

(1) Voir *La Mobilisation des consciences* (p. 92-101, 170-175, 305-310).

rait-il pas ? Quel réconfort de penser que les souffrances qu'il a endurées, c'est uniquement à l'ennemi qu'il les doit. Si même il soupçonne que c'est faux, il est arrêté par l'idée reçue qu'on ne doit pas plus donner tort à son pays qu'à sa mère. Ne dit-on pas la Mère-Patrie ? Il ne lui vient pas à l'esprit que le raisonnement valant pour toutes les Mères-Patries, on éternise ainsi les guerres. D'ailleurs il se rassure en pensant que le peuple français ne sera jamais assez fou pour vouloir la guerre. Il ne se demande pas pourquoi tel autre peuple, composé lui aussi de bourgeois, de paysans, d'ouvriers, d'employés publics et privés, qui ont eux aussi tout à perdre à la guerre, commettrait cette folie ; il admet comme naturel qu'il y ait des peuples, le sien et ses amis du moment, qui ne feraient pas de mal à une mouche, et d'autres, ceux que son gouvernement lui désigne comme ses adversaires, qui prennent leur plaisir à tout mettre à feu et à sang. Il croit dur comme fer à « la sécurité collective par l'assistance mutuelle » ; il ne se demande pas quel intérêt ses gouvernants peuvent avoir à imaginer ce remède à la Gribouille ; il a oublié qu'en l'an 14 un feu de cheminée étant survenu dans un coin perdu de l'Europe, l'intervention d'autres États, auxquels il ne faisait courir aucun danger, l'a

transformé en un incendie qui s'est étendu au monde entier et a duré quatre ans. Cette conviction que son pays ne peut être responsable de la guerre passée et ne le sera pas de celle de demain fait de lui un arrogant et un imbécile. Il couvre de sarcasmes la muselière du voisin, et ne s'aperçoit pas qu'il a, lui, suivant l'expression consacrée, « le crâne bourré », ce qui revient au même, ou plutôt ce qui est encore plus dérisoire. Car il y a quelque chose de pis que de n'être pas libre, c'est d'être libre, mais ignorant.

Si le citoyen était renseigné, il saurait que l'Allemagne n'est pas la seule cause de l'anarchie internationale actuelle, qu'en décembre 1922 elle avait proposé que l'Angleterre, l'Italie, la France et elle-même s'engagent pour la durée d'une génération, soit trente ans, à ne se faire la guerre que si elle était décidée par un plébiscite, « ce qui rendrait la guerre virtuellement impossible », disait le chancelier Cuno, et que nous répondîmes par l'invasion de la Ruhr.

Il saurait que le premier acte d'Hitler, en arrivant au pouvoir, fut de déclarer « l'Allemagne toute prête à détruire ce qu'on lui avait laissé d'armes si les nations voisines procédaient aussi radicalement à la même suppression » (discours du 17 mai 33), qu'il proposa ensuite, non moins

vainement, une limitation des armements, la renonciation à l'artillerie lourde, aux tanks, aux bombardements aériens et aux gaz, qu'il renouvela la proposition de soumettre à un référendum des peuples allemand et français un projet d'entente pacifique, et qu'on lui répondit que ce serait contraire aux prérogatives du Parlement français, qu'il proposa enfin à la France de fixer l'armée des deux États à 300.000 hommes, mais que par la fameuse note du 17 avril 1934, le Gouvernement de M. Doumergue refusa cet arrangement, qui aurait évité la reprise vertigineuse de la course aux armements et vraisemblablement modifié l'histoire de ce temps.

Il saurait aussi que, si l'Autriche est aujourd'hui une province allemande, c'est parce que au lieu de faire de l'ancien Empire austro-hongrois une république fédérale, on l'a démembré. Il saurait que la République autrichienne, à peine née, demanda à deux reprises, en vertu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes proclamé par les Alliés, son incorporation au Reich allemand, mais que ce droit lui fut refusé.

Il saurait que les Traités de Saint-Germain et de Trianon, qui ont dépecé l'un l'Autriche et l'autre la Hongrie, ont, comme celui de Versailles, soulevé, chez les vainqueurs eux-mêmes, des

protestations indignées. « Une ignoble bataille de crabes autour d'un noyé », a dit un des délégués à la Conférence de la paix (1). Il saurait que l'État tchécoslovaque, né de cette lutte, s'était fait adjuger, contre leur volonté, toute une guirlande de populations ni Tchèques ni Slovaques, et qu'il n'a pas su se les attacher, puisqu'elles s'évadent l'une après l'autre, et que si la Slovaquie elle-même accepte de rester mariée avec la Tchéquie, c'est à condition de faire chambre à part (2).

Comme il ne sait rien de tout cela, on peut lui faire croire ce que l'on veut. Le 4 août 1914, Viviani proclamait devant les Chambres qu'il fallait défendre les « libertés de l'Europe ». Il s'agissait, la Serbie étant compromise dans une affaire d'assassinat, d'empêcher des policiers autrichiens d'y entrer. En 1938, nos murs furent couverts d'affiches qui nous adjuraient de souscrire à un emprunt pour « la défense de nos biens et de nos libertés ». Il s'agissait d'empêcher trois millions et demi d'Allemands, incorporés de

(1) Lord Thomson, ancien ministre de l'Air, dans une lettre du 2 septembre 1923, citée par M. Pozzi, dans son livre *Les Coupables*.

(2) En mars 1939, ce fut le divorce qui entraîna l'établissement du protectorat allemand sur la Tchéquie.

force dans l'État Tchécoslovaque, d'en sortir. Si nous faisons la guerre aux Martiens, comme l'a imaginé Wells, ce serait encore une guerre pour nos biens et la liberté.

Même tactique dans la question des armements. On dit avec une feinte humilité « qu'une France faible serait une tentation ». Mais une Allemagne faible en serait une aussi. On l'a bien vu lors de notre invasion de la Ruhr. Alors pourquoi l'avoir désarmée, et lui faire un crime d'avoir réarmé, sinon parce que nous voulons être les plus forts, comme toujours ?

Et sans doute être les plus forts, c'est une politique. Bonne ou mauvaise, mais c'est une politique, à condition qu'elle ose dire son nom. Ce fut celle de Richelieu, de Louis XIV, des Napoléons, de Poincaré. Dans le fameux tableau que, dans *l'Ancien régime et la Révolution*, Tocqueville traça des qualités et des défauts du peuple français, il en a dit : « Apte à tout, mais n'excellant que dans la guerre. » C'est quelque chose. Mais alors qu'on ne prétende pas, soit comme Briand à la Conférence de Washington pour le désarmement (1921) « qu'au cours de son histoire, jamais le peuple français n'a été militariste ou impérialiste », soit comme le *Temps*, qu'il est « pacifique depuis ses origines ». Car on

pourrait leur opposer G. Ferrero, historien italien non-fasciste : « La France est le pays d'Europe qui a fait le plus de guerres, grandes et petites, continentales et coloniales, dans les trois derniers siècles (1). »

**La démocratie est une chose
le pacifisme en est une autre**

Arrivons enfin au plus dangereux des mensonges auxquels est exposée une démocratie : le régime démocratique serait par lui-même une garantie de paix. Quotidiennement on oppose le bloc des démocraties pacifiques au bloc des dictatures belliqueuses, comme si la paix était le propre des unes et la guerre le propre des autres.

Pas plus tard que le 22 février, le chef du Gouvernement français et l'ambassadeur des États-Unis célébraient à l'American-Club de Paris l'amitié des deux nations : « Nous cherchons la paix, dit M. Daladier, parce que nous sommes des démocrates... Mais la paix suppose la reconnaissance par tous des lois sacrées qui doivent régir les rapports humains : le respect

(1) *La Fin des Aventures*, p. 53. Communiqué par Georges Michon.

de l'homme par l'homme, le respect de la parole donnée, le respect de celui qui est faible, le respect de soi-même enfin, qui exclut le recours à la force pour un autre service que celui de la justice. » Entendez donc que tous ces respects manquent dans les États qui ne sont pas démocratiques. L'ambassadeur des États-Unis exprima à peu près la même idée en se référant à la Bible et aux commandements de Dieu.

C'est toujours, en somme, l'état d'esprit de 14-18, où l'Allemagne était représentée comme la Barbarie dressée contre la Civilisation. Quelques notoires changements de camp ont bien modifié les frontières de cette carte des valeurs spirituelles. Mais l'essentiel demeure. Au Moyen-Age il y avait la Chrétienté et les Infidèles. Aujourd'hui il y a la Démocratie et le Fascisme.

Ici une observation préliminaire. Il ne faut pas attacher au mot démocratique un sens trop rigoureux. Les États autoritaires sont à certains égards des États démocratiques. La dictature soviétique ne se range-t-elle pas elle-même avec ostentation parmi les démocraties ? Les dictateurs allemand et italien ne sont-ils pas des hommes venus du peuple, prétendant parler et agir au nom du peuple, gouverner non par lui, mais pour lui, et leur politique n'est-elle pas

sur certains points socialiste ? Le socialisme classique lui-même peut-il, d'autre part, se concevoir sans de la contrainte ? Il semble que le contraire de la dictature serait plutôt, comme l'étymologie même l'indique, le libéralisme que la démocratie. Il y aurait donc des démocraties autoritaires, plébiscitaires, comme il y a des démocraties parlementaires. Le soir de l'accord de Munich, le correspondant du *Temps* à Rome, rendant compte de la joie que cet accord y avait provoquée, et examinant quelles pourraient être ses conséquences, faisait cette remarque curieuse : « Ces derniers temps, beaucoup de principes démocratiques ont pénétré dans les systèmes autoritaire et totalitaire, et beaucoup d'idées totalitaires et autoritaires se sont insinuées dans les systèmes démocratiques. Il s'agit d'un véritable phénomène d'osmose. »

Sans doute il y a entre les deux sortes de régime cette différence que l'un tolère la liberté d'opinion tandis que l'autre la supprime. Différence qui serait capitale si, comme ce modeste écrit espère en apporter la démonstration, il n'y avait pas des sujets, et des plus importants, où la liberté d'opinion n'est, dans certaines démocraties parlementaires, que la liberté de parler dans le désert.

Mais laissons cette question, qui me dépasse, et que je n'ai soulevée que pour mettre le lecteur en garde contre l'usage abusif qu'on fait de certains mots. Revenons à celle qui nous occupe ici : un État démocratique est-il par définition un État pacifiste ?

Après sa défaite l'Allemagne, comme c'est l'usage, eut sa révolution. De même, en effet, que la victoire purifie tout et libère le Gouvernement vainqueur de toute reddition de comptes, de même la défaite fait automatiquement du Gouvernement vaincu un bouc émissaire. Ce n'est peut-être pas d'une grande noblesse, mais c'est ainsi.

L'Allemagne se donna donc, à l'exemple de ses vainqueurs, des institutions parlementaires, se mit même en république, et s'octroya une constitution qui était la plus démocratique d'alors.

Cette conversion à la démocratie était sincère. En 1924 cent vingt Allemands éminents du monde politique, administratif, diplomatique, universitaire, littéraire ou des affaires adressèrent *An appeal to british Fair play*, où ils reconnaissaient la part de responsabilité de leur ancien Gouvernement dans l'état de choses d'où était sortie la guerre, déclaraient que l'Allemagne continuerait à payer dans toute la mesure possible le tribut

de sa défaite (c'était cependant après l'invasion de la Ruhr), mais demandaient, en termes émouvants et irréprochables, qu'elle soit lavée de l'accusation d'avoir seule préparé la guerre, et de l'avoir délibérément déchaînée pour dominer l'Europe et le monde, parce que cette accusation, l'unanimité du peuple allemand la repoussait. Or, sur ces 120 membres, 58, parmi lesquels des personnages comme le D^r Schacht, président de la Reichsbank, Bosch, président de la Société des magnétos, Siemens, président des Établissements Siemens, étaient membres du parti social démocratique ou du parti démocratique ; parmi les autres figuraient les anciens ambassadeurs d'Allemagne à Pétersbourg, à Paris, à Washington, au moment de la guerre. L'Allemagne s'était donc fortement démocratisée. Élie Halévy a même dit que « les socialistes gouvernèrent en fait le pays pendant dix ans » (1).

Si la démocratie est la paix, il ne restait à la démocratie française, enfin rassurée, qu'à tendre la main à la démocratie allemande. Pas du tout. Dans sa lettre à la Délégation allemande à la Conférence de la paix, M. Lavissee prit soin de la

(1) *L'Ère des tyrannies.*

prévenir que, si l'Allemagne comptait sur sa conversion républicaine pour échapper au châtiement, elle se trompait. *L'Union des grandes associations françaises*, qui avait été un des instruments les plus actifs de la propagande de guerre, publia un placard intitulé *Le Masque républicain en Allemagne*, où il était dit que les républiques ont fait de tout temps la guerre, et se terminait ainsi : « Donc raconter que l'Allemagne n'est plus dangereuse parce qu'elle est en république, fût-ce la plus socialiste des républiques, c'est nous conter des balivernes. » Le 28 janvier 25, alors qu'il venait de proposer son fameux « Protocole » destiné à assurer la pérennité des frontières tracées à Versailles, M. Herriot disait de la République allemande : « La réconciliation n'est pas possible si, face à une démocratie prompte à se donner, à accueillir, généreuse, idéaliste, se trouve une démocratie derrière laquelle se cache la vieille oligarchie du sang et de la mort. » Et ainsi de suite.

De deux choses l'une. Ou le régime démocratique a par lui-même une vertu pacifiante, et il fallait faire une vraie paix avec l'Allemagne démocratisée au lieu de l'insulter. Ou le régime démocratique n'a aucune vertu pacifiante, et c'est une hypocrisie de dire que le nôtre en a.

Mais laissons le raisonnement et considérons les faits. Sans remonter, ce qui serait si instructif, le cours de l'histoire, tenons-nous-en aux plus récents, et prenons pour exemples la France et l'Angleterre, les deux grandes démocraties européennes.

Depuis qu'elles sont des démocraties, est-ce que l'Angleterre et la France ont hésité à faire la guerre quand elles ont cru y avoir intérêt et si l'occasion leur paraissait favorable ? Tout revêtues qu'elles sont de la peau de brebis de la Société des nations, n'en sont-elles pas moins les deux grandes puissances impérialistes, et l'impérialisme peut-il se concevoir sans la guerre, ou la possibilité de la faire ? Leur pacifisme actuel vient de ce qu'elles sont repues, et ne veulent pas que leur digestion soit troublée. Si après la guerre elles ont imaginé « l'assistance mutuelle » contre l'agresseur, c'était pour se faire confirmer les fruits de leur victoire par la Société des Nations, qui était à leur dévotion. Si le système a fait faillite, ce n'est pas seulement parce qu'il est pratiquement inapplicable et ridicule (1), c'est parce qu'il était difficile à l'Angleterre de défendre la Chine contre le Japon alors qu'elle

(1) Voir *Le Mythe des guerres de légitime défense* (p. 72-90).

s'est emparée de l'Inde, et à la France de défendre l'Abyssinie contre l'Italie alors qu'elle s'est emparée de la Tunisie, de l'Algérie et du Maroc. Elles sont qualifiées pour défendre les peuples faibles comme les grands magasins pour défendre les petits.

Cependant, dans l'affaire tchécoslovaque, ces puissances ont menacé Hitler de recourir à la force contre lui s'il recourait à la force contre la Tchéco. Quelle logique ! Elles seules ont donc le droit de recourir à la force. Mais quelle assurance a-t-on qu'elles n'interviendront jamais que pour une juste cause, et qu'en faisant les gendarmes elles ne susciteront pas un massacre général ? C'est ce qu'on vit en 1914. C'est ce qu'on a été bien près, trop près de revoir en 1938. Quel saisissant parallèle on pourrait faire entre les deux situations ?

L'affaire tchécoslovaque

Ce qu'il faut retenir ici de l'extraordinaire histoire de septembre 38, c'est seulement ceci : Le 16 le Gouvernement anglais apprend de son mandataire en Tchécoslovaquie, Lord Runciman, que le maintien des Allemands des Sudètes sous le joug tchécoslovaque est impossible. Il convoque

à Londres les représentants du Gouvernement français. Par l'accord dit de Londres les deux Gouvernements conviennent, le 18, de laisser ces Allemands se rattacher à l'Allemagne. Le 21 ils obtiennent de Prague, non sans peine, un assentiment de principe à cette sécession. La paix est sauvée.

Cependant, dans la soirée du 23, le Gouvernement tchéco-slovaque, qui le 21 mai avait déjà mis l'Europe à « quelques centimètres de la guerre » (Daladier *dixit*) en ordonnant la mobilisation générale, l'ordonnait de nouveau. De leur côté l'Angleterre et la France recouraient à des mesures de prémobilisation, si graves que le 28 on s'attendait en France à la mobilisation générale, pour laquelle, paraît-il, les ultimes mesures étaient prises. Plus d'un million d'hommes étaient sous les armes. On retirait son argent, on amassait des vivres. Les réquisitions commençaient. Paris était déjà plongé dans l'obscurité, vidé de ceux de ses habitants qui avaient eu la faculté de fuir ; dans les campagnes on recensait les logements susceptibles de recevoir les autres. Il en était de même sur les différentes frontières. Des hommes courageux ayant voulu protester contre la guerre par affiches, seul moyen de rendre leur protestation publique puisque les

réunions étaient interdites, ces affiches furent lacérées, jusqu'à celles d'un ancien chef du Gouvernement. « Ce fut une effroyable panique, une Grande peur », a dit M. Emery dans *Feuilles libres*, « une terreur sans nom » y a dit Jean Giono. Les grands journaux, par contre, célébraient en termes dithyrambiques le magnifique sang-froid avec lequel tous les Français, oubliant leurs discussions, s'affirmaient prêts à faire leur devoir. Ils amorçaient l'Union sacrée ! A Londres, ce qu'on ignore trop ici, l'angoisse fut la même : écoles évacuées, distribution de masques à gaz dans chaque ménage, les tableaux de la National Gallery descendus dans le Métro, etc.

Mais le soir du mercredi 28, coup de théâtre. Au moment où tout semblait perdu, on apprend que les chefs des Gouvernements français et anglais d'une part, allemand et italien de l'autre ont pris rendez-vous pour le lendemain à Munich. Et le mémorable jeudi 29, ils signaient un arrangement aux termes duquel l'Allemagne était autorisée à faire entrer ses troupes en Tchécoslovaquie le surlendemain dimanche 1^{er} octobre.

Que s'était-il passé ? Il y avait à Londres et à Paris un fort parti, composé en grande partie d'hommes de gauche et d'extrême gauche, qui préférait la guerre à la cession des Sudètes à

l'Allemagne. Il avait poussé à la résistance le Gouvernement de Prague. Au courant de ces intrigues (surprise et même enregistrement de conversations téléphoniques), le Gouvernement allemand exigea que la cession fût effective le 1^{er} octobre. Il craignait que la libération des Sudètes fût remise en question. Il voulait préserver les habitants du « régime de terreur », disait-il, qui en avait déjà fait fuir 214.000. C'est sous le prétexte de cette exigence, qui ne changeait rien au fond de l'affaire, et qui n'était pas injustifiable, que le parti de la guerre avait provoqué les mobilisations. Au bord du gouffre le parti de la paix reprit heureusement le dessus. On ne sait d'ailleurs ni comment ni pourquoi. On est réduit aux hypothèses.

Or supposons que le parti de la guerre ait triomphé. La France aurait été dans l'obligation d'attaquer l'Allemagne, ce qui constitutionnellement, diplomatiquement et stratégiquement, la mettait dans une situation des plus fâcheuses, qu'aurait encore aggravée l'état critique de nos finances. Quelle justification nous aurait-on donné de la guerre ? L'alliance de la France avec la Tchéco ? Quand un État entre en guerre en vertu d'une alliance, c'est qu'il veut la guerre ; s'il ne la veut pas, il prévient l'allié qu'il ne

marchera pas. Le devoir moral d'empêcher l'Allemagne de recourir à la force pour libérer les Allemands des Sudètes ? Mais la Tchécoslovaquie recourait à la force pour les garder. Le souci patriotique de maintenir l'hégémonie franco-anglaise en Europe centrale ? C'eût été alors une guerre de pur impérialisme, une « guerre de magnificence », et particulièrement immorale, puisque l'Allemagne est, tout de même, plus à sa place en Europe centrale que la France et l'Angleterre et n'a pas, comme elles, le déversoir d'un empire colonial. Une croisade idéologique des démocraties contres les dictatures ? La démocratie, loin d'être une garantie de paix, aurait donc été une cause de guerre. Alors pourquoi la France et l'Angleterre ont-elles mobilisé ? Comment ont-elles pu même y songer ? Où aurait été, pour parler comme Leroy-Beaulieu, « le caractère de nécessité » de cette guerre effroyable ? Comme il s'en est fallu d'un rien que nous y soyons jetés, c'est donc que la démocratie n'est pas une garantie contre la guerre même la plus injustifiable.

Le parti de la guerre n'a d'ailleurs pas désarmé. En France comme en Angleterre il qualifie de capitulation les accords de Munich. Tel le Comité central de notre Ligue des Droits de

l'homme dont le programme tient dans ces deux mots : Paix et démocratie, mais qui a été pour la guerre de 14 et contre la paix de 38. « La démission de la France serait la démission de l'idéal humain », avait dit dans l'*Œuvre* du 13 septembre M. Bayet, un de ses membres. En quoi l'idéal humain était-il lié à la domination des Tchèques sur les Sudètes ? La mystique des démocraties pacifiques ne serait-elle qu'une mystification ?

La guerre civile espagnole

Ce n'est pas seulement dans l'affaire tchécoslovaque, c'est aussi à l'occasion de la guerre civile espagnole, que les partis avancés poussaient à une politique belliqueuse. Le Gouvernement russe d'une part, les Gouvernements italien et allemand de l'autre étant intervenus en Espagne, on voulait que le Gouvernement français intervînt aussi, c'est-à-dire violât à son tour le principe qu'un État ne doit pas intervenir dans les affaires intérieures d'un autre État. Cette violation, nous l'avions déjà commise il y a vingt ans en intervenant en Russie pour les Blancs contre les Rouges. Avions-nous le droit de la commettre de nouveau en intervenant cette fois pour les Rouges contre les Blancs ?

On dira que l'Italie et l'Allemagne étant nos adversaires, la question n'était pas purement espagnole. Notre intérêt propre nous commandait de ne pas les laisser établir leur influence en Espagne. Nous aurions alors déchaîné préventivement une nouvelle guerre européenne. Heureusement notre « gouvernante anglaise » nous en a empêchés.

On dira que si l'Italie se fait octroyer l'occupation des points stratégiques, par exemple des Baléares, nos communications avec notre Empire seraient menacées. Pourquoi l'Italie ne serait-elle pas aux Baléares, puisque la France est à Alger et à Tunis, et l'Angleterre à Gibraltar, Malte, Chypre ? C'est aux riverains de la Méditerranée de trouver un arrangement qui satisfasse « le juste rigide », comme disait Montesquieu.

On dira que nous ne pouvions nous désintéresser des souffrances du peuple espagnol. Mais est-ce notre faute si les deux partis qui se disputaient le droit de faire son bonheur étaient résolus à l'exterminer plutôt que d'y renoncer ? Et d'ailleurs avons-nous le droit de le leur reprocher ? Dans la Grande guerre, notre Gouvernement démocratique n'a-t-il pas, par amour pour la France, saigné le peuple français à blanc plutôt que d'accepter une paix « préma-

turée ». Cependant il n'y avait pas un Français sur mille qui sût exactement pourquoi et comment la France était entrée dans la guerre, et il n'y en a pas beaucoup plus aujourd'hui.

Le fait que, dans l'affaire espagnole comme dans l'affaire tchécoslovaque, les partis qui se réclament le plus de la démocratie poussaient à la guerre, prouve donc que le pacifisme est une chose, et la démocratie une autre. C'est d'ailleurs une question de bon sens. Ce n'est pas de la forme d'un Gouvernement que dépend la paix ou la guerre, mais des hommes qui le composent. Dire que la démocratie est la paix, et la dictature la guerre, c'est dire que la paix serait davantage menacée par un dictateur pacifique que par un cabinet démocratique et belliqueux. Ce qui serait absurde. Si la guerre a été évitée en septembre 38, les dictateurs y ont bien été pour quelque chose, et les peuples italien et allemand aussi, paraît-il.

On pourrait même soutenir que, logiquement, un monarque ou un dictateur, seul responsable devant le peuple, hésitera davantage à entreprendre une guerre que le gouvernement d'une démocratie, où les responsabilités sont émiettées entre plusieurs têtes, et d'ailleurs anonymes. Nous savons qu'en juillet 14 les empereurs de

Russie et d'Allemagne ont montré, au dernier moment de l'effroi devant la guerre. Mais nous ne savons pas si ce sentiment honorable s'est manifesté alors dans le Conseil des ministres de notre République, pas plus d'ailleurs que nous ne savons autrement que par ouï dire, ce qui s'y est passé en septembre 38. Ses délibérations sont secrètes, et ne laissent pas de traces. Quand il s'agit de guerre, le sort de notre démocratie se décide derrière les nuées d'un Sinaï.

On peut se demander enfin comment on peut concilier la thèse du pacifisme des démocraties avec le fait qu'on voit des démocraties lier leur destin à celui d'autocraties, comme la France avec la Russie tsariste de jadis, ou même la Russie soviétique d'aujourd'hui, et ce que deviendrait cette thèse si la guerre, comme cela aurait pu arriver au moment de Fachoda, survenait entre deux démocraties, car alors il faudrait bien qu'il y en eût au moins une des deux qui aurait voulu la guerre.

Comment les gouvernants déguisent l'histoire

Voyons maintenant comment les Gouvernements démocratiques donnent à leurs peuples l'illusion d'être des démocraties pacifiques, même quand ils font la guerre.

On a inauguré, le 4 septembre 1938, un monument en commémoration de l'aide apportée par les Américains aux Alliés pendant la guerre mondiale. M. Bonnet, ministre des Affaires étrangères, a prononcé à cette occasion un discours.

Rapprochant la guerre de l'Indépendance américaine et celle de 1914, il a dit que les peuples américain et français avaient combattu « pour la cause même de la justice, de la liberté, de la dignité humaines, pour les mêmes principes d'ordre moral qui sont le patrimoine le plus précieux des hommes ». Or, ni dans leurs causes, ni dans les circonstances de leur explosion, il n'y a l'ombre d'une ressemblance entre les deux guerres.

« En 1914, ajoute M. Bonnet, la France résista à une agression qu'elle avait pleinement conscience de n'avoir point provoquée. » Or les mobilisations russe et française avaient au contraire provoqué, au sens le plus strict du mot, la déclaration de guerre de l'Allemagne. Comment un ministre des Affaires étrangères dont l'attitude en septembre et depuis mérite notre reconnaissance, peut-il exploiter ainsi, vingt ans après la guerre, la plus discréditée, la plus éculée, la plus malfaisante de toutes les légendes auxquelles elle a donné lieu !

M. Bonnet justifie ainsi son rapprochement entre les deux guerres : « Lors de la guerre de l'Indépendance, c'est l'opinion française qui range la France aux côtés des États-Unis. Durant la Grande Guerre, c'est l'opinion américaine qui range les États-Unis du côté de la France. Ces interventions ont résulté de la loi morale souveraine, quoique non écrite, qui commande à la fois les deux peuples. »

Ce ne fut pas l'opinion qui rangea la France aux côtés des États-Unis dans la guerre de l'Indépendance, et la loi morale souveraine ne fut pour rien dans la décision du Gouvernement d'alors. Dans le *Cours d'histoire moderne* de Jallifier, à l'usage des lycées, on lit : « Louis XVI, malgré sa répugnance à soutenir des sujets révoltés contre leur prince, ne laissa pas échapper l'occasion d'une revanche à tirer de l'Angleterre. Il conclut avec les États-Unis un pacte d'alliance où il ne leur demandait qu'une seule chose : l'engagement de ne jamais se soumettre aux Anglais. » Dans le Cours de M. Jules Isaac, on lit : « Le ministre des Affaires étrangères Vergennes considérait l'Angleterre comme « le « monstre contre lequel il convient d'être toujours préparé » (entre guillemets dans le texte). « Dès que l'occasion lui parut favorable, il engagea

la guerre contre elle. La guerre d'indépendance des États-Unis devint une nouvelle phase de la rivalité franco-anglaise. »

Dans la guerre mondiale, ce ne fut pas l'opinion américaine qui rangea les États-Unis aux côtés de la France. « 90 % de nos compatriotes sont nettement opposés à notre entrée en guerre », écrivait, le 4 août 1915, le fameux colonel House, ami et confident de M. Wilson (ses *Papers*). Pendant près de trois ans les États-Unis restèrent à l'écart, et l'opinion s'en montra satisfaite puisque, quand en 1916 Wilson fut de nouveau candidat à la présidence, ses partisans choisirent comme plate-forme de sa campagne le slogan « He kept us out of war » (Il nous a tenus hors de la guerre). Si l'année suivante il fit le contraire, ce fut sous la pression non de l'opinion, mais d'intérêts politiques et financiers dévoilés depuis (1). Pour entraîner l'opinion, ces intérêts organisèrent une propagande qui idéalisait la guerre, notamment en la camouflant en croisade pour la démocratie. Et comme les Américains sont des maîtres dans l'art de la publicité, cette propagande devint une

(1) Le professeur américain Tansill a publié l'année dernière un très important, très complet ouvrage sur l'histoire de l'entrée des États-Unis dans la guerre : *America goes to war*.

merveille du genre (1). Mais ce n'est pas une raison pour dire que c'est l'opinion qui entraîna le Gouvernement dans la guerre. Le 20 août 1935, comme on discutait le fameux Neutrality Act, qui fut voté par 77 voix contre 2, le sénateur Bone déclara : « Tout le monde a reconnu que la Grande guerre a été une complète démente sociale, qu'elle fut une guerre idiote, où nous n'avions rien à voir. »

Voici un autre exemple de la manière dont les chefs de notre diplomatie arrangent l'histoire des causes des guerres, quand il s'agit de disculper des démocraties pacifiques.

A un congrès du parti radical M. Herriot, alors ministre des Affaires étrangères, dit de l'Angleterre : « En se jetant dans la guerre pour faire honneur à sa signature, elle a consacré par le sang de ses fils sa doctrine de fidélité aux contrats. » Si M. Herriot croit vraiment que l'Angleterre n'est entrée dans la guerre que par fidélité au traité de 1839, il est seul à le croire. Toutes les preuves ont été données, et par les Anglais eux-mêmes, qu'elle n'y est entrée que pour ses intérêts les plus égoïstes, comme

(1) Cf. mon article : *Les Historiens américains et les responsabilités de la guerre* (*Monde*, 3 octobre 1931).

d'ailleurs les autres belligérants. « The sanctity of the treaties », qui se trouvait servir ces intérêts, n'a été qu'un prétexte. On n'a d'ailleurs jamais vu, que je sache, un État verser le sang de ses fils par fidélité à un contrat, si ses intérêts s'y opposaient. Le « respect de la parole donnée » est devenu un des slogans préférés de la propagande. Le bon sens et l'histoire répondent, pour employer un mot de Bernard Shaw, qu'un traité « n'a jamais valu deux sous ». Qu'on songe à la manière dont l'Italie et la Roumanie de 1914 ont exécuté leur traité d'alliance avec les Empires centraux, aux adulations qui leur furent prodiguées ici, notamment par M. Herriot lui-même, et qu'on dise si on peut entendre parler sans dégoût de la sainteté des traités.

La faculté de voir noir ce qui est blanc n'appartient pas seulement aux ministres des Affaires étrangères. Dans l'*Œuvre* du 3 août 1938, à l'occasion de l'anniversaire de la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France, M. Bayet, éminent universitaire, historien et moraliste, évoque l'affaire des avions de Nuremberg comme si elle avait été décisive. On ne va pas faire ici l'histoire de la déclaration de guerre de l'Allemagne. Mais ce que chacun sait ou devrait savoir, c'est qu'elle n'a joué aucun rôle effectif

dans l'explosion de la guerre, puisque l'état de guerre existait virtuellement depuis deux jours entre la France et l'Allemagne. Les documents abondent. Qu'il me soit permis de citer simplement l'opinion de M. Renouvin, professeur à la Sorbonne, qui n'est pas suspect de parti pris contre la thèse officielle. Dans son ouvrage *Les Origines immédiates de la guerre* il écrit : « Depuis le 1^{er} août, l'issue ne faisait pas de doute, et les deux Gouvernements le savaient. Les incidents qui ont marqué les journées du 2 et du 3 août n'ont donc, dans le problème des origines de la guerre, qu'un intérêt secondaire » (p. 196). Alors pourquoi M. Bayet monte-t-il, comme on dit, celui des avions de Nuremberg en épingle ? Pour faire pendant à la dépêche d'Ems, probablement.

Si les personnages les plus édifiants en prennent à leur aise avec l'histoire, la foule de nos discoureurs et de nos écrivains se gêne encore moins. Le peuple français est ainsi nourri de l'idée qu'il ne se bat que pour la défense du sol ou les plus nobles causes. Avant de se rendre à la Conférence de Washington pour la diminution des armements, en 1912, Briand expliquait au Sénat : « Nous ne pouvons désarmer, car nous devons sauvegarder non seulement notre propre existence, mais défendre le dépôt de certaines

traditions de justice et de droit auxquelles est lié le sort de l'humanité entière... La France est le soldat du monde... Le petit piou-piou français monte la garde, etc... » A croire que le propre des démocraties est non pas d'éviter la guerre, mais l'art de la camoufler sous un panache idéaliste.

Ces idées ne sont-elles pas, encore aujourd'hui, le fondement des incantations patriotiques ? Au lendemain de la mobilisation de septembre 38, on lisait en tête du grand hebdomadaire de gauche *Marianne*, en gros caractères, cet éditorial : « Une fois de plus le peuple français a donné la mesure de son génie. Il a fourni la preuve que ses qualités légendaires demeuraient intactes. » Si c'est du génie d'avoir obéi aux mesures de prémobilisation, les trois autres grands peuples destinés à la boucherie en ont montré tout autant.

Les peuples à la fois dupes et complices

Quelle différence y a-t-il, en effet, dans le domaine de la guerre, entre peuples à démocratie et peuples à dictature ? Exorcisés par leurs Gouvernements et la presse, prêts à se déchirer au nom de leur patrie, à qui ils prêtent toutes les

vertus, aussi stupidement que leurs ancêtres se déchiraient au nom de leur religion, qu'ils affirmaient la seule vraie, démocrates franco-anglais et fascistes italo-allemands ne sont les uns et les autres, aujourd'hui comme hier, que le plomb de la fronde dans la main de leurs Gouvernements. Les uns ont aliéné leur liberté, les autres leur raison. Mais le résultat est le même, puisque les premiers acceptent de se passer « de beurre plutôt que de canons » (Gœring) et les seconds « de fontaines plutôt que de mitrailleuses » (Paul Reynaud). Si la guerre éclatait demain entre les deux camps, il n'y aurait plus, d'un côté comme de l'autre, malgré la différence des régimes, que des gladiateurs à l'avant et des ilotes à l'arrière. Sans doute ils ont la même crainte de la guerre, et l'explosion de joie qui a salué les accords de Munich ne sera pas, espérons-le, oubliée de sitôt. Mais ils ne font rien pour empêcher que demain, à propos de n'importe quoi, ils se trouvent encore en face d'un ordre de mobilisation.

Les peuples à dictature peuvent alléguer qu'ils ne sont pas libres. Mais les peuples souverains, qu'attendent-ils pour tirer leçon de septembre 38 ? Dans un ouvrage intitulé *Les Droits de l'homme*, l'Américain Paine a dit il y a cent

cinquante ans : « La démocratie et un grand appareil militaire s'excluent réciproquement. » Les peuples démocratiques peuvent aujourd'hui rogner ou supprimer les crédits militaires. Le font-ils ? Ils pourraient exiger que la guerre ne puisse être entreprise sans un référendum populaire (1). Le font-ils ? Lorsqu'on leur dit que tel autre peuple veut leur faire la guerre, ils devraient comprendre qu'on les trompe puisque ce peuple a exactement les mêmes raisons qu'eux-mêmes de la redouter, et que si leur devoir est de croire toujours au bon droit de leur Gouvernement, c'est aussi le devoir de ceux d'en face. Ont-ils seulement l'air de s'en douter ?

Une des choses qui font le plus douter de la raison humaine, c'est la facilité avec laquelle on jette les grands peuples européens les uns contre les autres. Que les habitants d'un même pays aient des différends, cela se comprend, puisqu'il vivent côte à côte, et n'ont souvent que trop de raisons de se plaindre les uns des autres. Mais des peuples, qui, eux, sont précisément étrangers les uns aux autres, n'ont pas de motifs de s'en vouloir. Cependant il suffit de quelques

(1) Voir mon ouvrage *Le Mythe des guerres de légitime défense* (p. 93-111), et *Debout les vivants !* de Victor Margueritte.

excitations de leurs maîtres pour qu'il se sautent à la gorge. Comme c'est vrai de tous, c'est donc que leur régime intérieur n'a rien à voir avec la question de la guerre et de la paix. Dans ce domaine, la distinction entre fascistes et démocrates ne répond plus à aucune réalité ; elle n'a pas plus de valeur morale que la différence de couleur des maillots dans un match de football.

« Les peuples réellement arriérés, a dit avec une ironie voltairienne un pacifiste anglais, sont les maniaques homicides de l'Europe. Les sauvages de Grande-Bretagne et d'Allemagne, de France et d'Italie, devraient être gouvernés par les Chinois et les Hindous, sous le mandat de la Société des Nations réformée, et cela jusqu'à ce que ces pays soient, au jugement des peuples civilisés d'Asie, en état de se gouverner eux-mêmes (1). »

Mais, pour être juste, il faut reconnaître que l'Allemagne avait l'excuse de Versailles. « Moi qui déteste la guerre, a écrit M. Nitti, moi qui la considère comme un grand malheur pour l'humanité, et comme un avilissement général, j'avoue que si j'appartenais à un pays vaincu,

(1) Congrès de Copenhague (1937) de la Ligue internationale, mais de fondation anglaise, des *Résistants à la guerre* (War Resisters International). Intervention de M. Reginald Reynolds.

je ne penserais qu'à une chose : détruire le traité de Versailles. »

Comment se fait-il que chez le peuple français qui ne vaut pas mieux mais ne vaut pas moins qu'un autre, il ne se trouve pas plus de gens pour se dire, et oser dire ceci : « Si l'Allemagne avait imposé à la France une paix aussi humiliante, aussi carthaginoise que celle de Versailles, si elle n'avait levé le blocus et relâché les prisonniers qu'un an après la fin des hostilités, si après avoir pris l'engagement de désarmer, elle s'y était refusée, qu'auraient dit nos Poincaré, nos Tardieu, nos Barthou, nos Herriot, et tant d'autres ? N'auraient-ils pas tenu le même langage qu'Hitler et agi comme lui ? Et n'aurions-nous pas été tous derrière eux ? » Mais personne ne songe à appliquer cette règle élémentaire de toute sagesse et de toute justice : se mettre à la place de celui qu'on juge. Comment le peuple français songerait-il à se mettre à la place de l'Allemagne, puisqu'il est convaincu d'avoir toujours été sa victime.

Lors de l'affaire tchécoslovaque, il y avait dans mon village, comme partout, les partisans de la paix et ceux de la fermeté. Et comme partout aussi, le raisonnement de ceux-ci était : « Il y a trop longtemps qu'on cède à Hitler, il faut en

finir. » A quoi Galtier-Boissière répondait excellemment, dans *La Flèche* du 7 octobre 38 : « Voyons sur quoi la France a cédé. Sur la Sarre ? Mais après un plébiscite où 90,8 % des Sarrois, bien que séparés de l'Allemagne depuis 15 ans, optèrent pour l'Allemagne, et 0,4 % pour la France, le reste ayant voté pour le *statu quo*. Sur la remilitarisation de la Rhénanie ? Mais sa démilitarisation devait avoir comme contrepartie le désarmement français, prévu par les traités, jamais réalisé. Sur l'Anschluss ? Mais les représentants unanimes de l'Autriche l'avaient, dès 1918, demandé à deux reprises, et il était alors préconisé par les socialistes. Sur les Sudètes ? Mais ils avaient voté « allemand » aux dernières élections à une majorité écrasante. »

La question coloniale

Même égarement de l'opinion dans la question coloniale.

Un mot d'abord des Italiens. Leurs revendications ne sont pas pour nous plaire, évidemment. Mais est-ce une raison pour ne pas discuter ? Suffit-il de répondre : « J'y suis, j'y reste. » Ils nous disent des injures. Nous en sommes-nous montrés avarés vis-à-vis d'eux depuis quelques

années ? Sur ce terrain nous ne sommes inférieurs à personne. Les Anglais du temps de Fachoda et de la guerre des Boers en savent quelque chose. Un de nos principaux caricaturistes avait représenté la reine Victoria se piquant un nez bourgeonnant avec une aiguille à tricoter. Maintenant il n'est pas de jour où la presse et la Radio ne célèbrent l'auguste, l'indestructible amitié qui nous lie à l'Angleterre. Il en sera peut-être ainsi plus tard avec l'Italie.

Quant à l'Allemagne, elle se contente de réclamer les colonies qu'on lui a prises après la guerre. Ici encore, au lieu de discuter, on répond par un *tolle* général.

On sait, ou on devrait savoir que pour prendre ses colonies à l'Allemagne, les vainqueurs alléguèrent qu'elle en tirerait des soldats. Or ils en tiraient eux-mêmes des leurs. D'après la *Dépêche coloniale* du 3 janvier 1919, la France aurait, pendant la guerre, mobilisé 415.000 indigènes contre l'Allemagne ; en ajoutant les travailleurs aux combattants, c'est plus d'un million d'hommes qu'elle aurait tirés de ses colonies. Elle a fait occuper la Rhénanie par des régiments noirs, au scandale de nos alliés mêmes. Ils font partie de notre armée régulière, tiennent garnison en France, y font respecter l'ordre.

A l'inauguration du monument qui vient d'être élevé au gouverneur général des colonies Van Vollenhoven, le ministre des Colonies a dit : « La France serait en mesure de lever, dans ses possessions, une armée active de plus d'un demi-million d'hommes. Inutile de dire qu'elle n'y songe pas. Mais il suffit de rappeler quelles sont ses immenses ressources humaines pour prouver qu'il ne saurait guère y avoir pour elle de problème des effectifs. » A la fin de l'année, a dit dans *l'Œuvre* du 23 novembre 38, M. Candace, député de la Guadeloupe, vice-président de la Chambre, les effectifs de notre armée coloniale seront doublés.

Or pourquoi Vollenhoven, gouverneur général de l'Afrique occidentale française, a-t-il été tué à la guerre ? Parce qu'ayant reçu l'ordre de procéder à un nouvel et intensif recrutement d'indigènes, il donna immédiatement sa démission. « Je ne peux pas, disait-il dans sa lettre au ministre, participer à une mesure dont j'ai déjà signalé les aléas et les dangers » (17 janvier 1918). « C'est la traite des noirs », disait-il à un ami. Il demanda à retourner au front, où il avait déjà été grièvement blessé, et fut tué le 18 juillet.

Cependant, on n'entend ou on ne lit actuellement que ceci : « Nous ne voulons pas livrer les indigènes, comme du bétail, à la barbarie

allemande. » On ne saurait imaginer plus complète hypocrisie. Si les démocraties se sont, au mépris d'ailleurs de l'Acte du Congo et d'un des quatorze points Wilson, emparées des colonies allemandes, qui étaient cependant peu de chose par rapport aux leurs, c'est par pur esprit de conquête et de lucre. Si elles n'avaient en vue que le bonheur des indigènes, elles rendraient à l'Allemagne ses colonies, et lui diraient : « Nous allons nous engager réciproquement à ne recruter aucun indigène pour nos armées continentales ; des milices pour le maintien de l'ordre sur place, et ce sera tout. » On commencerait ainsi le désarmement par les colonies. Venant après les accords de Munich, une telle convention, accompagnée de l'adoption dans les colonies du régime économique dit « de la porte ouverte », serait un fameux pas vers la paix. Mais personne ne veut entendre parler de la cession d'une seule de nos colonies, « ces membres palpitants de la patrie », comme disait un journaliste en veine de lyrisme.

Vains appels à la raison

Naturellement on me reprochera de faire le jeu de l'Allemagne. En 1915 un éminent Anglais, qui siégeait aux Communes, M. F. Neilson,

publia ce livre dont j'ai eu l'honneur de préfacier l'édition française : *Comment les diplomates font les guerres*. A l'accusation de s'être fait l'avocat de l'Allemagne, « ennemie de la civilisation », il répondit : « Est-ce se faire l'avocat de l'Allemagne que de discuter les allégations de la propagande de guerre ? Le devoir envers la civilisation serait donc d'avalier des idioties et les mensonges de cette propagande ? » Ce sera aussi ma réponse, ma seule réponse.

La crédulité des masses faisant la force de la propagande, le remède serait d'apprendre au peuple à réfléchir.

Bertrand Russell suggère de s'adresser aux instituteurs : « Si la tolérance régnait dans le monde, dit-il, une des choses à apprendre dans les écoles devrait être à peser les affirmations, à ne pas accepter celles qu'il n'y a pas de raison de croire vraies. Par exemple, on devrait enseigner la manière de lire les journaux. Le maître d'école devrait choisir quelque fait arrivé un certain nombre d'années auparavant, et qui aurait alors suscité des passions politiques. Il confronterait ce qui en fut dit dans différents journaux, et dirait impartialement ce qu'il en fut réellement. Il montrerait ainsi que tout ce

que disent les journaux est plus ou moins faux (1). Le scepticisme que les élèves recueilleraient de cet enseignement les immuniserait contre les appels de l'idéalisme par lesquels on les entraînera plus tard à favoriser les entreprises des coquins.

« C'est de la même façon qu'on devrait enseigner l'histoire... Quand j'étais jeune, les manuels enseignaient que les Français étaient vicieux et les Allemands vertueux ; actuellement ils enseignent le contraire. Les manuels américains étaient violemment antibritanniques avant la guerre ; depuis la guerre ils sont devenus aussi violemment probritanniques. Leurs auteurs savent que ce qu'ils disent aujourd'hui n'est pas plus vrai que ce qu'ils disaient hier. »

Nos instituteurs, qui ont demandé la mise à l'index ou la révision des manuels mensongers, et qui montrent, dans leurs motions sur la question de la guerre et de la paix, qu'ils savent penser par eux-mêmes, sauraient vraisemblablement accomplir le redressement des esprits suggéré par Russell. Mais quel espoir y a-t-il

(1) Quand Théophraste Renaudot fonda la première gazette, un de ses contemporains le baptisa : « Le père du mensonge » (numéro de mars 39 du *Crapouillot* : *L'Académie française*. par Henri Ballamy).

qu'on le leur permette ? Il leur est enjoint d'enseigner les devoirs envers la patrie. Or le devoir envers la patrie consiste à lui donner toujours raison. « Right or wrong, my country » disent les Anglais, ce que traduisait ainsi, pendant la guerre, l'homme de lettres Albert Guinon, non combattant : « Quand la Patrie nous appelle, il n'y a plus qu'à l'étreindre en fermant les yeux. » Dans l'occurrence, ce n'est pas la Patrie qu'on étreint, puisqu'elle n'a pas de corps, c'est l'homme qui a signé l'ordre de mobilisation générale. Mais on considérerait comme un blasphème de faire cette remarque dans une école.

Bertrand Russell reconnaît lui-même que « pour assurer cette liberté aux instituteurs, il faudrait limiter l'intervention de l'État dans l'enseignement à l'inspection et au paiement, et confiner rigoureusement l'inspection à la question de l'instruction proprement dite ». Quel État y consentira ?

Les journaux continueront donc à empoisonner, par le dessin et la plume, l'atmosphère internationale. Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on déplore la criminelle légèreté, l'écœurante fatuité avec lesquelles ils se livrent quotidiennement à leurs commérages sur des sujets qui exigeraient l'information la plus sûre, la conscience la plus

rigide, et une prudence de tous les instants.

Dans *La Guerre et l'homme*, paru avant la guerre, Paul Lacombe, observant que les nations sont tenues en perpétuel état d'animosité réciproque par les racontars de la presse, les compare « à de vieilles femmes qui, habitant une même maison, communiqueraient seulement par l'intermédiaire de la concierge ».

« La propagande pacifiste, disait après la guerre Charles Gide, à un Congrès international de la Coopération, devrait s'exercer contre les sophismes avec lesquels on empoisonne l'esprit public et qui courent les rues. » Et cet homme si ennemi de toute violence, le plus admirable que j'aie connu, ajoutait : « Il faut tirer sur eux comme sur des chiens enragés. » Cinquante milliards de dépenses militaires en 1939, voilà ce que vont nous coûter ces sophismes.

*
* *

Et puisque la question des armements vient sous ma plume, relisons le passage du *Traité d'économie politique* de J.-B. Say dont j'ai cité seulement quelques lignes au début de cet écrit. Dans le chapitre intitulé « Des dépenses relatives à l'armée » on lit :

« Smith appelle le soldat un travailleur impro-

ductif ; plutôt à Dieu ! C'est bien plutôt un travailleur destructif ; non seulement il n'enrichit la société d'aucun produit, non seulement il consomme ceux qui sont nécessaires à son entretien, mais trop souvent il est appelé à détruire, inutilement pour lui-même, le fruit pénible des travaux d'autrui.

« Au reste, le progrès lent mais infaillible des lumières changera encore une fois les relations des peuples entre eux, et par conséquent les dépenses publiques qui ont rapport à la guerre. On finira par comprendre qu'il n'est point dans l'intérêt des nations de se battre ; que tous les maux d'une guerre malheureuse retombent sur elles ; et que les avantages qu'elles recueillent des succès sont absolument nuls. Toute guerre, dans le système politique actuel, est suivie de tributs imposés aux vaincus par le vainqueur, et de tributs imposés aux vainqueurs par ceux qui les gouvernent ; car qu'est-ce que l'intérêt des emprunts qu'ils ont faits, sinon des tributs ? Peut-on citer dans les temps modernes une seule nation qui, à l'issue de la guerre la plus heureuse, ait eu moins de contributions à payer qu'avant de l'avoir commencée ?

« Quant à la gloire qui suit des succès sans avantages réels, c'est un hochet qui coûte fort

cher, et qui ne saurait longtemps amuser les hommes raisonnables. La satisfaction de dominer sur la terre ou sur les mers ne paraîtra guère moins puérile, quand on sera plus généralement convaincu que cette domination ne s'exerce jamais qu'au profit de ceux qui gouvernent, et nullement au profit de leurs administrés. Le seul intérêt des administrés est de communiquer librement entre eux, et par conséquent d'être en paix. Toutes les nations sont amies par la nature des choses, et deux gouvernements qui se font la guerre ne sont pas moins ennemis de leurs propres sujets que de leurs adversaires. Si de part et d'autre les sujets épousent des querelles de vanité et d'ambition qui leur sont également funestes, à quoi peut-on comparer leur stupidité ? J'ai honte de le dire, à celle des brutes qui s'animent et se déchirent pour le plaisir de leurs maîtres.

« Mais si déjà la raison publique a fait des progrès, elle en fera encore. Précisément parce que la guerre est devenue beaucoup plus dispendieuse qu'elle n'était autrefois, il est impossible aux gouvernements de la faire désormais sans l'assentiment du public, positivement ou tacitement exprimé. Cet assentiment s'obtiendra de plus en plus difficilement à mesure que le

gros des nations s'éclairera sur leurs véritables intérêts.»

Ne devrions-nous pas faire notre profit de ces lignes étonnantes ? Que la guerre n'ait pas l'assentiment des peuples, l'explosion de joie qui a suivi l'accord de Munich le prouve assez. Que le déficit de notre budget ne sera comblé ni par une fiscalité qui se dévore elle-même ni par la grève générale, on n'en peut guère douter. C'est donc aux dépenses militaires qu'il faut s'en prendre. Eh bien, il y aura des élections l'année prochaine. Pour que l'armée fût réduite à cent mille hommes (chiffre auquel le traité de Versailles avait réduit l'armée allemande, ce qui est une bonne référence), il suffirait que dans chaque circonscription se présente un candidat qui s'engagerait à demander cette réduction. Que ces candidats soient élus en majorité, et voilà la France donnant l'exemple d'une véritable démocratie pacifique. Quel retentissement dans le monde !

Mais on nous attaquera, direz-vous ? Pourquoi attaquerait-on la France plutôt que les États Scandinaves, par exemple ? Au début du XVIII^e siècle il y avait un Empire suédois, conquis dans le nord et l'est de l'Europe par Gustave-Adolphe et Charles XII, qui d'ailleurs moururent

tous deux au champ d'honneur, ce qui arrive rarement aux rois et même aux généraux. Aujourd'hui le roi de Suède ne songe à briller qu'au tennis. Sans grande armée, sans alliances, et bien que possédant de grandes richesses naturelles, les États Scandinaves vivent en parfaite sécurité. Ils sont plus heureux, plus civilisés, plus démocrates que nous. Alors pourquoi le peuple français, souverain, ne réduirait-il pas son armée ? Qui sait si cette initiative ne provoquerait pas le désarmement général promis aux peuples après la Grande guerre ?

Hélas ! Les espoirs de J.-B. Say ne se réaliseront pas davantage aujourd'hui qu'il y a cent ans, bien que le peuple possède le suffrage universel, qu'il n'avait pas alors. Mais quelle contradiction ! Il déteste la guerre, peut s'en libérer, ne le fait pas, et se répand en jérémiades et en malédictions contre elle. On songe au catoblépas, cet animal fabuleux qui remplissait l'air de cris de souffrance, mais se rongait lui-même les pieds.

ÉPILOGUE

J'ai commencé par un prologue. Les événements m'amènent à terminer par un épilogue.

Des discours ont été prononcés au début de janvier 1939 par le chef du Gouvernement français lors de son voyage impérial à Tunis et Alger, et par le chef du Gouvernement des États-Unis dans un message au Congrès sur la politique extérieure.

Ceux de M. Daladier avaient pour but de proclamer, face aux revendications coloniales italiennes et allemandes, l'intangibilité de l'Empire français. Il y développe cette thèse : La France a été pour les peuples de ses colonies une fée bienfaisante. « Elle n'a jamais fondé son action que sur l'amour », dit-il textuellement. Elle ne peut donc rien céder de son « Empire ». Le mot, qui est décidément à la mode, ponctue les deux discours.

Admettons, ce qui ne vaut pas la peine d'être contredit, que la France n'ait été colonisatrice

que par altruisme. Cela n'empêche pas qu'il y ait actuellement des États qui ont des colonies, et d'autres qui n'en ont pas et en réclament ; les « have » et les « have-not », comme disent les Anglais. C'est la question sociale transportée entre États. Des problèmes économiques, militaires et politiques de première importance surgissent. M. Daladier les laisse de côté.

Par exemple les États « have-not » disent qu'ils manquent de certaines matières premières coloniales indispensables à l'industrie moderne, et qu'ils ne peuvent en acheter faute de devises. C'est un fait facilement contrôlable, et qui intéresse l'économie mondiale. Mais M. Daladier est tout à son émotion d'avoir entendu « les enfants des tribus les plus reculées chanter *La Marseillaise* », qui dans leur bouche prend un caractère assez réjouissant, et de penser que les indigènes de nos colonies sont prêts à mourir pour la France, ce qui est bien possible puisqu'ils ne seront pas plus consultés que leurs frères de la métropole. Il dit que la France, « sûre de sa force, ayant la certitude de sa force, est en mesure de faire face à toutes les attaques et à tous les défis ». Personne ne doute de la force et de la valeur de la France. Mais pourquoi ne pas soumettre le problème colonial à une conférence internationale, qui

serait le meilleur moyen de prévenir ces attaques, si vraiment on les médite ? D'ailleurs ce problème ne concerne pas seulement les États visés, puisqu'il y a en Pologne une Ligue maritime et coloniale très active, qui compte 540.000 membres, et que des États neutres, comme la Hollande et la Belgique, y sont également intéressés.

Les discours enflammés de M. Daladier semblent confirmer l'opinion émise dans ce petit ouvrage : que les Gouvernements démocratiques sont moins pacifiques qu'ils ne disent, qu'ils ont une tendance fâcheuse à s'affirmer moralement supérieurs aux autres, alors que s'ils ont sur certains points une supériorité toute relative, ils ont dans l'ensemble leur part de l'anarchie internationale où leur victoire a laissé le monde, si même elle ne l'a pas aggravée.

Tournons-nous maintenant vers M. Roosevelt. Son discours est dirigé contre la loi de neutralité (Neutrality act), votée en 35 par le Congrès. Il désire son abrogation, et un accroissement des armements américains. « Des tempêtes venant de l'étranger, dit-il, menacent directement les trois institutions indispensables aux Américains, aujourd'hui comme toujours : la religion, la démocratie, la bonne foi internationale. La première est la source des deux autres, et elles

se complètent toutes les trois. Il faut être prêts à les défendre, où que leur violation se produise. »

La « grande voix d'outre-Atlantique » va un peu fort. A en juger par l'histoire la religion a plutôt été la source de la théocratie et autres Gouvernements de droit divin que de la démocratie, et demander des armes pour la défendre nous ramène aux temps des croisades. Un grand journal religieux américain (*The Christian Century*) a déjà dit que c'était là une insulte à l'idéal et à la raison des gens religieux.

Quant à la bonne foi internationale, M. Roosevelt devrait savoir qu'elle est tout ce qu'il y a de plus élastique, chaque État en conflit avec un autre disant toujours qu'il a le droit de son côté. La Grande guerre n'est pas si loin qu'il faille rappeler à M. Roosevelt que les Gouvernements démocratiques, et tout particulièrement celui des États-Unis, la baptisèrent Guerre du Droit, alors qu'il n'y en avait pas un gramme de plus que dans les autres grandes guerres de coalition qui ont ensanglanté le monde depuis que les grands États s'y disputent la primauté, « tantôt, disait Voltaire, trois contre trois, tantôt deux contre quatre, tantôt un contre cinq, se détestant tous également les uns les autres, s'unissant ou s'attaquant tour à tour, tous

d'accord sur un seul point, celui de faire tout le mal possible ». (*Dictionnaire philosophique*, article *Guerre*.)

De son côté Kant écrivait, dans son *Essai sur la paix perpétuelle* : « Quand on songe à la perversité de la nature humaine, qui se montre à nu et sans contrainte dans les relations de peuple à peuple, où elle n'est pas arrêtée comme elle l'est dans la société civile par le pouvoir coercitif des lois, on doit s'étonner que le mot de droit n'ait pas encore été banni de la politique de la guerre comme ridiculement pédantesque, et qu'il ne se soit pas trouvé un État assez hardi pour prendre cette initiative. »

Les choses ont-elles changé ? En pis. Les Gouvernements modernes, et spécialement les démocratiques, font du mot droit, dans leur politique de guerre, une consommation qui n'a jamais été aussi abusive.

* * *

Le hasard a voulu qu'en même temps que les manifestes de MM. Daladier et Roosevelt paraisse le numéro de janvier du *Crapouillot*, consacré à *Septembre 38*. On y trouve, sous la signature de M. Jean Bernier, et le titre *Petite*

introduction à la politique extérieure contemporaine, ces lignes qui opposent, dans un contraste savoureux, le point de vue du gouverné à celui des gouvernants.

« Le mensonge s'impose à la politique extérieure. Un mensonge qui éclate et foisonne dans toutes les bouches de la propagande moderne. Un mensonge d'autant plus pervers qu'il lui faut entraîner l'acquiescement passionné — passionné jusqu'au dernier sacrifice — d'une masse de dupes auxquelles le mythe de la démocratie, brandi partout avec une égale canaillerie, donne l'illusion de la libre critique et du libre jugement...

« En politique extérieure il n'y a pas d'amis ou d'ennemis héréditaires, d'amitiés ou d'inimitiés traditionnelles, il n'y a pas d'amour, il n'y a pas de loyauté, de fidélité, de parole d'honneur, il n'y a pas d'indignation, de révolte de la « conscience humaine », ou plutôt cette indignation, cette révolte sont toujours à sens unique, il n'y a pas d'idéalisme, il n'y a pas d'humanitarisme, il n'y a pas de droit des nationalités, pas d'indépendance nationale des États secondaires, pas de racisme, il n'y a pas de communisme, de fascisme ou d'antifascisme, pas de pacifisme enfin. »

Jean Bernier appuie d'exemples chacune de ces affirmations. Et il conclut ainsi : « Bref il

n'y a pas en politique extérieure de bons et de mauvais États, de loups et d'agneaux. Il y a des États repus et des États faméliques, des États plus ou moins forts ou faibles, mais rien que des loups. Des loups qui jouent des crocs dans la jungle mondiale, les maigres pour engraisser au détriment des gras, les gras pour conserver leur graisse (dussent les maigres en crever), les petits loups enfin pour ne pas être dévorés complètement et ramasser les miettes. »

C'est ce que, pendant la Grande boucherie, les Viviani et les Balfour appelaient « la lutte du Bien contre le Mal, du Ciel contre l'Enfer ».

De son côté le *Comité de vigilance des intellectuels antifascistes* (G. V. I. A.), que son titre suffit à défendre contre le soupçon d'être hostile à la Démocratie, vient de publier, sous le titre *Une Guerre manquée*, une brochure où ont été recensés, avec une patience vraiment méritoire, les mensonges et les faux des journaux de septembre 38.

« Pendant la guerre mondiale, dit dans l'Avant-propos Michel Alexandre, s'instaura le règne de la Propagande. La guerre finie, ce règne dura... Cette dictature du mensonge, peu s'en est fallu qu'elle ne s'établît sur nous comme en 1914, et combien pire encore ! Chaque jour on voyait

croître sa facile hardiesse à tout mêler, à tout truquer, au point qu'à certaines heures noires de fin septembre, l'imminence de la guerre elle-même ne nous angoissait pas autant que sur nous, sur un peuple livré, ce souffle étouffant d'imbécillité et d'imposture. »

Quel soulagement d'entendre traiter les journaux comme ils le méritent. Qu'on rapproche ce jugement de l'affirmation de M. Chautemps que la propagande, apanage des États totalitaires, est inconnue de la presse des démocraties, et qu'on prononce !

« Être antifasciste, dit Alexandre, c'est d'abord résister à ce dressage de l'esprit, c'est dire Non à cette continuelle entreprise de mobilisation des consciences, c'est cela d'abord, ou ce n'est rien. » Malheureusement, le G. V. I. A. est à peu près seul à avoir cette conception de l'antifascisme, qui n'est communément qu'une des formes de la propagande de guerre.

Donc Vive la démocratie, mais à la condition qu'au lieu de n'être que la stupide adoration de soi-même, elle ait pour règle, *non pas en paroles mais en actes* : la vérité, c'est-à-dire de reconnaître ses torts, et la justice, c'est-à-dire de traiter les autres comme on voudrait être traité par eux. Sinon elle n'est qu'hypocrisie, et donne des armes

au fascisme qui, après tout, n'a été qu'une réaction contre la jactance et l'inhumanité des démocraties victorieuses. Pour citer encore un mot d'Alexandre, qui a fait fortune : « Hitler est le fils naturel de Poincaré. »

Justement me tombe sous les yeux une lecture faite à une association religieuse américaine, reproduite dans la revue *Unity* du 20 février. Elle est intitulée *The reign of Terror*. En voici quelques passages, d'autant plus remarquables que la revue *Unity* est très hostile à l'hitlérisme, que pasteurs et rabbins y fraternisent, que le président de son Comité de direction est un éminent israélite :

« Nous partageons avec nos compatriotes de toutes confessions leur horreur du régime de terreur, dirigé particulièrement, mais non pas certes exclusivement, contre les Juifs, qui prévaut en Allemagne. Mais s'exciter contre ce régime et en ignorer les causes est déraisonnable. Nous en voyons les effets en Allemagne, mais il n'est pas spécifiquement allemand. Il n'est pas un fait surnaturel dû à Dieu ou au diable, qu'on ne saurait expliquer, auquel nous serions étrangers et que nous ne pourrions empêcher.

« En sont responsables toutes les nations qui ont, il y a une génération, inauguré cette ère

moderne de violence en engageant, pour des fins impérialistes, une guerre qui a causé, directement ou indirectement, 30 millions de morts. En sont responsables toutes les Églises, juives ou chrétiennes, qui l'ont approuvée et même, pour la plupart, déclarée sainte. En sont responsables les nations, groupes et individus à qui est due la paix de trahison et de vengeance qui a suivi, que personne ayant sa raison ne cherche aujourd'hui à justifier, qui a engendré la haine, la cruauté, la foi en la violence.

.

« Entre la politique économique américaine d'une part, d'autre part la détresse économique, le grossier nationalisme et le répugnant racisme qui sévissent en Allemagne et en Italie, il y a une directe et indéniable connexité. Les auteurs de cette politique contribuent à la fabrication des armes avec lesquelles sont massacrés les Juifs.

.

« Non moins coupables que les fascistes et les nazis sont les communistes qui ont érigé en système la dictature, la répression, l'espionnage, la liquidation massive des biens appartenant aux églises, aux personnes regardées comme indésirables ou appartenant à l'opposition, et à des

millions de paysans quand le collectivisme a été appliqué à l'agriculture, et ont mis le système en pratique avant que Mussolini et Hitler aient pris de l'importance. On devrait comprendre qu'Hitler et beaucoup d'Allemands puissent s'étonner, après cela, que le monde doive être bouleversé à cause de la « liquidation » d'un demi-million de Juifs. »

L'auteur énumère ensuite ce que les vrais chrétiens, les vrais pacifistes devraient faire et ne pas faire. Il dit notamment qu'ils devraient protester « contre la dangereuse hypocrisie qui camoufle la politique impérialiste des États-Unis en une guerre pour la démocratie contre le fascisme. » Ils doivent demander que la Constitution des États-Unis soit amendée en vue de donner au peuple seul le droit de déclarer la guerre ; « aussi longtemps que le président pourra virtuellement prendre cette décision, notre démocratie n'est qu'une plaisanterie ». Ils doivent être si sensibles à tout acte d'inhumanité et de méchanceté qu'ils le combattent chez eux-mêmes.

Ce noble langage est tenu au nom de la morale du Christ. Mais il peut-être tout aussi bien tenu au nom de la morale la plus strictement rationaliste. Il est incontestable que le monde vit

actuellement sous un régime de violence, né de la guerre mondiale, que le traitement appliqué par l'hitlérisme à ceux qu'il considère comme ses ennemis à l'intérieur procède du traitement infligé à l'Allemagne, après cette guerre, par ses ennemis de l'extérieur, et qu'au lieu de regarder les autres de haut en bas, les États démocratiques devraient bien commencer par « balayer devant leur porte. » Je m'excuse d'employer une fois de plus cette expression. Mais il faut bien dire toujours la même chose puisque c'est toujours la même chose.

POST-SCRIPTUM

Les événements vont vite à l'heure actuelle. Pendant que cet ouvrage était à l'impression, l'Allemagne a établi son protectorat sur la Tchéquie, et l'Italie a annexé l'Albanie. Bien que ces agrandissements aient eu lieu sans guerre, les Gouvernements démocratiques ont offert leur garantie à tout État qui se sentirait menacé par les mêmes puissances. En réalité, ce sont eux qui se sentent menacés. L'Allemagne, devenue plus forte encore qu'en 1914, mais pouvant compter cette fois sur l'Italie, va-t-elle de nouveau leur disputer la prééminence en Europe ?

Du point de vue du droit de la guerre, ils sont fondés à porter à leurs adversaires un « coup d'arrêt ». Dans *L'Esprit des lois* Montesquieu admet qu'un État fasse préventivement la guerre à un autre en passe de devenir trop puissant. « Une plus longue paix, dit-il, mettrait cet autre en état de le détruire, et l'attaque est alors le seul moyen d'empêcher cette destruc-

tion » (chap. X). La politique d'alliances et d'armements du camp démocratique trouve là sa justification, comme d'ailleurs la politique du camp autoritaire peut y trouver la sienne.

Mais, fidèles à leur tactique habituelle, les Gouvernements démocratiques, comme on a pu le voir par le message du président Roosevelt, se placent sur le terrain de la morale. S'ils créent une Ligue contre l'Allemagne et l'Italie c'est uniquement, disent-ils, pour préserver le monde de l'emploi de la force. Comme leur puissance a été fondée sur la force, qu'elle réside dans la force, et qu'ils sont prêts à employer la force, l'argument manque de poids, et même de sérieux. Dans leurs réponses à Roosevelt, Hitler et Mussolini n'ont pas eu de peine à ironiser.

Cette suite d'événements confirme donc la thèse soutenue dans ce livre. Démocratiques ou dictatoriaux, les Gouvernements font s'entr'égorger les peuples pour la satisfaction de leurs ambitions. La guerre cessera quand les peuples le comprendront. Mais le comprendront-ils jamais !

ANNEXES

Le principal fondement de la légende des démocraties pacifiques est le mensonge que l'Allemagne avait seule préparé la guerre de 1914, qu'elle la fit éclater à son heure en attaquant sans raison et subitement ses voisins, que son dessein était d'établir son hégémonie sur l'Europe et le monde. La guerre contre l'Allemagne fut donc présentée aux peuples de la coalition, et tout particulièrement à ceux de France et d'Angleterre, comme une guerre pour sauver la liberté et la démocratie. S'ils avaient su qu'elle n'était qu'une guerre entre les impérialismes rivaux, où ils ne figuraient qu'à titre de matériel humain comme leurs adversaires, l'imposture eut été impossible. Mais ils ne le savent pas encore. La question des responsabilités de la guerre européenne est donc étroitement liée à mon sujet. On trouvera en annexes deux articles qui en traitent, et seront, pour les lecteurs qui n'en sont pas spécialement instruits, un complément utile des pages qui précèdent.

UN DÉBAT PARLEMENTAIRE
SUR LES RESPONSABILITÉS DE LA GUERRE

(Reproduit de *La Patrie humaine*
du 24 décembre 1937)

Le 4 juillet 1922, la Chambre discutait des interpellations sur la liberté de la presse en Tunisie. M. Taittinger, qui était à la tribune et critiquait l'attitude des communistes dans l'affaire, s'arrêta et dit : « Je vois M. Vaillant-Couturier qui sourit. » « Je souris souvent, mais pas devant les morts », riposta celui-ci, qui était un des quinze députés communistes d'alors.

C'était une allusion, plutôt malencontreuse d'ailleurs, au reproche que certains, sur la vue d'une photographie, faisaient à M. Poincaré d'avoir souri au cours d'une visite à un cimetière militaire. M. Poincaré, alors président du Conseil, somma Vaillant-Couturier de s'expliquer. Un colloque véhément s'engagea. La conséquence fut que, sur la demande expresse de M. Poincaré, la Chambre décida de consacrer la séance du lendemain à la question des responsabilités de la guerre. Ainsi s'engagea inopinément un débat qu'on avait soigneusement évité jusque là, et qu'on s'est bien gardé de laisser se reconstituer, de sorte qu'il est resté le seul sur ce sujet. Il occupa deux jours, une nuit, et soixante pages de *l'Officiel*.

Mis en demeure, Vaillant-Couturier et ses amis déposèrent trois interpellations qui, avec des rédactions diverses, visaient le rôle de M. Poincaré avant, pendant et depuis la guerre. Les signataires étaient Vaillant-Couturier, Ernest Lafont, Léon Blum. M. Cachin les appuya.

Leur exposé fut haché d'interruptions, d'invectives, ou couvert par des « bruits de conversations », comme le note à plusieurs reprises le *Journal officiel* lui-même. Il est vrai que le parti communiste était alors symbolisé par « l'homme au couteau entre les dents ». Vaillant-Couturier et Cachin étaient même l'objet de poursuites pour provocations à la violence et au désordre (le premier avait déjà été emprisonné en 1920), et la levée de l'immunité parlementaire était demandée. Ce n'était pas une raison pour « les injurier constamment », comme l'observa M. Cachin. D'autant que les discours des interpellateurs consistèrent surtout dans la lecture de documents. Il est vrai aussi que la plupart de ces documents étaient empruntés au fameux *Livre noir russe*, publié quelques mois avant. Mais leur authenticité était incontestable et incontestée.

Le sens de la réponse de M. Poincaré fut que ces documents ne prouvaient rien, qu'il n'y avait jamais eu avant, pendant et depuis la guerre, de Gouvernement français qui ne fût animé de la plus sincère volonté de paix, et que l'Allemagne seule était responsable de ce qui s'était passé avant, pendant et après.

Avant la clôture du débat, dans la nuit du 6 juillet, M. Bracke fit la plus raisonnable des propositions : « confier à une commission d'enquête, qui pourrait

faire appel à des historiens, le soin de réunir et de publier tous les documents relatifs aux origines de la guerre et aux offres de paix qui auraient pu être soumises au Gouvernement français ». Cette enquête aurait dû être instituée dès la fin de la guerre, on s'y attendait. « Il faudra la faire », avait dit Paul Deschanel, président de la Chambre, à Georges Louis, notre ancien ambassadeur en Russie. On en avait fait une au Reichstag allemand.

La proposition Bracke fut cependant repoussée par 501 voix contre 52. C'était la preuve que les interpellateurs avaient raison. Car si l'enquête avait dû leur donner tort, elle aurait été évidemment votée d'acclamation. Dans la majorité figuraient MM. Ferdinand Buisson et Marc Sangnier, deux éminents pacifistes. Dans la minorité, MM. Vincent Auriol, Blum, Lebas, Moutet, devenus ministres, Alexandre Varenne, Buisson, qui devint président de la Chambre, et même Paul-Boncour.

Des différents ordres du jour déposés, le Gouvernement déclara accepter celui-ci, déposé par M. Siegfried, doyen de la Chambre : « La Chambre, réprouvant et flétrissant de toute la force de son mépris la campagne de calomnies organisée et développée au profit de l'Allemagne pour imputer à la politique de la France la responsabilité de la guerre, en dépit de l'évidence des faits et des aveux catégoriques consignés dans le traité de Versailles et formellement confirmés par le Reichstag dans sa séance du 10 mai 1921, passe à l'ordre du jour. » Notez que chacun des interpellateurs avait pris la précaution, en débutant, de faire la plus large part aux responsabilités

de l'Allemagne. C'est donc eux qu'on calomniait en les accusant de s'être faits les avocats de l'Allemagne. L'ordre du jour fut voté par 502 voix contre 61, c'est-à-dire par la même majorité qui avait repoussé la proposition d'enquête. Quand on songe que l'aveu qu'elle était seule responsable de la guerre avait été extorqué à l'Allemagne, qui s'y refusait éperdument, par la menace de reprendre immédiatement la guerre si elle ne le signait pas, on mesure à quel degré de cynisme ou d'inconscience était tombée la Chambre pour oser s'en prévaloir.

Les lecteurs qui ont la faculté de se reporter au procès-verbal officiel de la séance feront bien de le lire. Pour les autres, j'en détache deux épisodes. Ils pourraient croire en effet que ces votes s'expliquent par la qualité des arguments qui ont été opposés aux interpellateurs. Ils vont pouvoir en juger.

Intervention Viviani

Au moment où Vaillant-Couturier, abordant la question des mobilisations russe et autrichienne, relevait sur ce point une inexactitude (en réalité un faux), dans le *Livre jaune* relatif aux origines de la guerre, Viviani lui coupa la parole et lui demanda la permission de l'interrompre. Son interruption remplit six colonnes. C'est tout un discours qu'il fait de sa place, pendant que Vaillant-Couturier reste à la tribune.

Comme c'était M. Poincaré qu'on mettait en cause, Viviani commence par rappeler qu'il était le chef du Gouvernement en 1914, et que, « s'il y a des responsa-

bilités, c'est avec lui qu'il faut les vider ». Puis il poursuit : « Je voudrais, ici, comme je l'ai fait à la Haute-Cour en face de l'homme qui le premier avait dirigé contre M. Poincaré et contre moi les premières attaques... (elles viennent toujours du même endroit, place M. Poincaré)... évoquer la responsabilité de l'histoire (*sic*). »

Cet homme était M. Caillaux qui, on ne l'a peut-être pas tout à fait oublié, avait en 1920 comparu en Haute-Cour. A raison d'un de ses écrits intitulé *Les Responsables*, et publié d'ailleurs en dehors de sa volonté, la question des origines de la guerre avait été soulevée au procès. M. Viviani vint déposer sur ce point. Sa déposition ne fut qu'un tissu d'erreurs et de faussetés, qu'on trouvera énumérées et redressées en première page de *L'Humanité* du 26 avril. Cette réfutation dut être signalée à M. Viviani.

L'a-t-il lue ? Étant donné ses habitudes, c'est peu probable. Toujours est-il que son discours du 5 juillet 1922 contient les mêmes faussetés matérielles, impardonnables, que sa déposition devant la Haute-Cour. Comme dans l'intervalle les preuves n'avaient fait que s'accumuler contre ses assertions, c'est qu'il n'a jamais rien compris aux événements auxquels il a présidé, ou s'est plu à les travestir. Son discours, décousu, emphatique, de style incorrect, bref presque aussi mauvais dans la forme que dans le fond, souleva cependant un enthousiasme indescriptible. « Vifs applaudissements, dit l'*Officiel*, sur presque tous les bancs. MM. les Députés se lèvent et acclament l'orateur, qui reçoit de nombreuses félicitations, M. le Président du Conseil se joint aux députés pour lui

apporter les siennes et lui donner l'accolade. » Le lendemain la Chambre, qui avait eu cependant le temps de la réflexion, vota l'affichage par 421 voix, où on retrouve encore Ferdinand Buisson et Marc Sangnier, contre 17. Mais cette fois il y avait eu 138 abstentions.

Il paraît que l'éloquence de Viviani était particulièrement prenante, et que la Chambre d'alors ne l'avait pas encore entendu. *Le Temps* du 7 juillet, rendant compte de son discours en termes dithyrambiques, comme presque tous les journaux d'ailleurs, compare sa voix, « à la fois sonore et sourde, à un roulement de tambour sous un crêpe ». Si le timbre d'une voix suffit à faire avaler par un Parlement, sur le sujet le plus important, un flot de calembredaines, alors il faut « tordre le cou à l'éloquence ».

Si un journal, une revue estiment que Viviani disait la vérité, qu'ils veuillent bien m'ouvrir leurs colonnes. Comme cela ne se produira vraisemblablement pas, un exemple au moins ici de sa manière. Pour disculper la Russie, le Gouvernement français s'était attaché, dès le début de la guerre, à faire croire que la mobilisation générale autrichienne avait provoqué la russe. Or, elle lui avait été postérieure. Ce fut établi tout de suite, et en 1922 personne ne pouvait l'ignorer, des documents irréfutables ayant précisé les dates et heures respectives des deux mobilisations. Excepté Viviani. Il fait comme si ces documents n'existaient pas, et ramasse dans notre propagande de guerre des arguments frelatés et éculés, pour soutenir une fois de plus contre toute

évidence que la mobilisation autrichienne avait eu lieu la première, prouvant ainsi qu'il était resté l'homme du monde le plus mal informé des circonstances de l'explosion de la guerre.

Intervention Herriot :

Viviani était un impulsif. Il perdit d'ailleurs la raison. Mais une autre intervention se produisit le 6 juillet, celle d'un homme qui doit être la raison même, puisqu'il passe pour régler ses actes d'après la Méthode de Descartes : « ne recevoir jamais une chose pour vraie que si on la connaît évidemment être telle ». C'est M. Herriot. Voyons comment il a appliqué la Méthode dans la circonstance.

« L'Allemagne, dit-il, est seule responsable de la guerre. J'ai lu tous les documents. Aucun en sa faveur, tous contre elle. Un seul suffira ici : quatre lignes qui dominent toute la discussion, tous les autres textes, devraient être partout connues, partout reproduites, partout commentées et qui ferment le débat. C'est le télégramme envoyé le 29 juillet par l'ambassadeur d'Allemagne à son Gouvernement. Je ne vous en lis que la fin : « Le meilleur remède selon Viviani serait « de procéder à l'action médiatrice la plus prompte, « sous n'importe quelle forme. Il ne veut pas renoncer « à l'espoir de la paix, que l'on désire ici sincèrement. »

Le texte allemand dit : « que l'on désirerait », mais ce n'est évidemment pas la faute de M. Herriot si la traduction est fautive. Prenons donc son texte et appliquons le « doute méthodique » de Descartes.

Il tombe sous le sens que, même si Viviani avait

désiré la guerre, il n'aurait pas été le dire à l'ambassadeur allemand. Pendant la semaine tragique, tous les Gouvernements ont à l'envi protesté de leur désir de paix. On n'en a d'ailleurs jamais vu, à aucune époque, disant : « Je veux la guerre. » A la veille d'entrer en guerre, un Gouvernement dit qu'il ne veut que la paix, et quand il y entre, qu'il a été attaqué. C'est l'A B C du métier. Les documents prouvent que cette double règle du jeu n'a jamais été mieux observée que par les belligérants de 1914.

Tous aussi se disaient prêts à une médiation, mais ce n'était pas la même. L'Allemagne avait accepté immédiatement dès le 25 juillet, une proposition anglaise de médiation entre la Russie et l'Autriche. Mais la France n'en voulant pas, l'Angleterre la remplaça par la proposition d'une intervention entre l'Autriche et la Serbie, dont l'Allemagne ne voulut pas à son tour. A quelle médiation songeait donc Viviani ?

Mais ce qui tombe surtout sous le sens, c'est que, pour apprécier la portée du désir de paix du Gouvernement français, il fallait savoir quels étaient à ce moment ses actes. Or, en 1922, on était précisément édifié par ces documents que M. Herriot balayait si étonnamment d'un geste. Qu'il suffise de dire ici que, le 29 juillet, le Gouvernement français avait déjà promis au russe, sans qu'il y fût obligé par les termes de l'alliance, de le suivre dans la guerre.

En produisant son document M. Herriot prévint qu'il n'en donnait que la fin. Voici ce qui précède : « M. Viviani ne conteste pas les mesures de précaution militaires, mais il insiste sur leur peu d'importance et

leur exécution très discrète. On est très éloigné de la mobilisation. Il ne trouverait rien d'inquiétant à ce que, de notre côté, nous fissions de même. Toutefois des mesures de notre part seraient regrettables, vu leurs effets alarmants sur l'opinion publique... »

M. Viviani ignorait-il en quoi consistaient nos menues et discrètes mesures de précaution ? Toujours est-il, et M. Herriot, lui, ne doit pas l'ignorer, que deux jours avant ordre avait été donné au général Lyautey, à son grand effroi, d'embarquer immédiatement les troupes d'occupation du Maroc, dont le sort, disait Abel Ferry, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, se décidera sur le Rhin. Dira-t-on que la France devait être prête ? Elle n'aurait pas eu à l'être si elle avait déclaré à la Russie qu'elle ne ferait pas la guerre pour la Serbie, comme la Russie, trois ans avant, lui avait dit qu'elle ne la ferait pas pour le Maroc.

La valeur du document-massue de M. Herriot est donc exactement égale à zéro. Il ne prouve pas plus l'innocence de la France que la culpabilité de l'Allemagne. Un jour viendra sans doute où l'histoire des causes de la guerre sera un sujet d'examens universitaires. Imaginons qu'on demande à un candidat de citer les principaux documents sur lesquels l'Histoire peut asseoir son jugement, et qu'il réponde qu'il y en a un qui domine tous les autres, c'est le 369 des *Documents allemands*. Il aurait un succès de stupéfaction. Alors comment, dans un débat qui intéressait peut-être encore plus l'avenir que le passé, où il s'agissait de démêler les causes du plus grand, du plus affreux événement des temps modernes, un homme de la valeur et de l'importance de M. Herriot

a-t-il pu déterrer ce rien, et l'apporter, au nom de son parti et en son nom propre, comme la preuve des preuves que l'Allemagne en était seule responsable ? Je ne sais que répondre, car cela dépasse mon imagination. La Chambre fit d'ailleurs à M. Herriot une ovation.

On songe à ce mot de Bernard Shaw pendant la guerre. « Plus je vais, et plus je suis convaincu que la terre sert d'asile d'aliénés aux autres planètes. »

1922 est bien loin, dira-t-on. Pourquoi ne pas jeter le manteau de Noé sur ces faits ? Pourquoi ? Parce que l'état d'esprit d'alors règne encore aujourd'hui dans l'immense majorité de l'opinion française. Ses dirigeants continuent à l'entretenir dans la conviction que l'Allemagne est seule responsable de la guerre soit en le lui répétant à toute occasion, soit en lui cachant qu'à l'étranger la grande majorité de l'opinion pense le contraire.

Une voix anglaise

De l'évolution de l'opinion étrangère à cet égard, voici un exemple frappant.

A la Conférence de la paix, M. Philip Kerr remplissait auprès de Lloyd George un rôle analogue à celui que remplissait M. Tardieu auprès de Clemenceau. En cette qualité, c'est lui qui, lors de la protestation des Allemands contre le passage du traité de Versailles où l'Allemagne est déclarée seule responsable de la guerre, rédigea la réponse des Alliés et formula leurs accusations.

M. Philip Kerr est, depuis, devenu Lord Lothian.

Il vient de faire à Londres une conférence suivie de discussion sur ce sujet : *L'Allemagne et la paix européenne*, qui a été publié dans *International Affairs*, de novembre-décembre, et dont les extraits ont été reproduits dans la revue allemande *Berliner Monatshefte*, qui se consacre spécialement à l'histoire diplomatique de la guerre. En voici quelques passages :

« Le traité de Versailles se fondait sur la thèse de la responsabilité unilatérale de l'Allemagne. Je ne crois pas que personne, après avoir étudié sérieusement l'histoire des causes de la guerre, puisse soutenir cette thèse... Sans doute, l'Allemagne a eu dans la période d'avant-guerre la responsabilité principale, d'abord et surtout à cause de sa course aux armements navals, dont le programme devait à la longue la doter d'une flotte supérieure à celle de l'Angleterre... Mais ce qui, finalement, pour des raisons stratégiques connues alors de tous, a rendu la guerre inévitable, c'est la mobilisation russe, qui mettait automatiquement en œuvre le plan Schliessen (1). Si cependant, à la fin de la guerre, nous fûmes portés à croire que l'Allemagne en était seule responsable, ce fut sous l'influence des documents incomplets répandus par la propagande de guerre, dont le but était de fortifier l'union et le moral du peuple en démontrant que nous avions tout le droit et l'ennemi tous les torts. Voilà le fondement du traité de Versailles. »

(1) Le plan d'État-Major allemand, conçu par le général de ce nom, consistait, en cas de guerre simultanée contre la Russie et la France, à attaquer d'abord la France, afin de la mettre, si possible, hors de combat, et de pouvoir ensuite se retourner contre la Russie.

Sur l'observation de M. Wickham Steed que ces déclarations étaient en contradiction avec le rôle joué par Lord Lothian à la Conférence de la paix, celui-ci répondit que le rapport qu'il avait rédigé alors s'appuyait sur les seules informations dont l'opinion publique anglaise avait pu disposer pendant la guerre, c'est-à-dire celles d'une propagande qui avait duré quatre années. Mais, depuis, il avait lu un grand nombre d'ouvrages en langue anglaise sur les origines de la guerre, dont les américains étaient les plus remarquables, et d'où il résultait que les informations qu'on pouvait posséder en 1919 n'étaient ni exactes ni complètes. Il ne rougissait pas le moins du monde d'avoir changé d'avis.

Que l'on compare à ces déclarations le silence qui couvre ici depuis vingt ans les écrits où est combattue la thèse de la responsabilité exclusive de l'Allemagne, et qu'on juge ! En France, la propagande de guerre est restée le credo des masses tenues dans l'ignorance, et l'effet s'en fait sentir tous les jours.

Mais les fabricants de l'opinion savent. Alors comment osent-ils parler constamment de droit, de démocratie et de paix, et s'ériger en censeurs des autres peuples ?

G. DEMARTIAL.

DE « L'AGONIE DE LA PAIX EN JUILLET 1914 »
DE M. WLADIMIR D'ORMESSON

(Reproduit de *Feuilles libres* du 10 mars 1937)

Sous le titre « L'Agonie de la paix en juillet 1914 », M. Wladimir d'Ormesson, spécialiste réputé de la politique étrangère, a consacré dans *Le Temps*, de juillet à septembre derniers, six articles aux volumes X et XI de la 3^e série des *Documents diplomatiques français sur les origines de la guerre*, volumes qui traitent en effet de l'explosion de la guerre, et qui ont paru enfin en 1936.

Le « complot » allemand

L'auteur tire de ces documents la preuve que le Gouvernement allemand est bien le seul responsable de la guerre, puisque les 5 et 6 juillet 1914, au cours d'entretiens avec les représentants du Gouvernement austro-hongrois, il a admis la légitimité d'une action de ce Gouvernement contre la Serbie, et lui a donné carte blanche, bien qu'il sût qu'une guerre européenne pouvait s'ensuivre. Mais « par une effroyable duplicité il a caché son jeu, et les autres Gouvernements n'ont rien su du complot qui venait de se tramer. « Jusqu'à

la remise de la note autrichienne, écrit M. d'Ormesson, on ne perçoit nulle part un véritable sentiment d'alarme.»

Or, des documents parus pendant la guerre même prouvent le contraire.

Dès le 2 juillet, le ministre de Belgique à Berlin écrivait à son Gouvernement : « La nouvelle que le ministre d'Autriche-Hongrie à Belgrade a été chargé de demander au Gouvernement serbe d'ouvrir une instruction contre les menées anarchistes dont l'archiduc a été victime, et de laisser des agents de la police austro-hongroise prendre part aux recherches, a suscité un certain émoi dans les cercles diplomatiques de Berlin... La Serbie consentira-t-elle à subir le concours des policiers autrichiens ? Et si elle refuse, le conflit ne dégénérera-t-il pas de lui-même en hostilités ouvertes ? » (N° 119 des fameux *Documents belges*.) Huit jours après l'attentat de Serajevo, trois semaines avant la remise de la note autrichienne, était donc très exactement connue, par tous les Gouvernements, celle des exigences de cette note dont le refus devait entraîner la guerre.

Les 13 et 16 juillet, l'ambassadeur d'Angleterre à Vienne confirme à son Gouvernement ces intentions du Gouvernement autrichien et ajoute : « L'Allemagne est en complet accord avec l'Autriche, qui compte que le reste de l'Europe lui sera favorable et que la Russie n'ira pas protéger des assassins ; dans le cas contraire, l'Autriche ira de l'avant sans égard pour les conséquences. » (*The outbreak of the War*, de l'historien anglais Oman, 1919, p. 14.)

Le 20, l'ambassadeur de France communique à son

Gouvernement, fort exactement, certaines des conditions que l'Autriche devait imposer à la Serbie et conclut : « La teneur de la note et son allure impérative garantissent presque sûrement que Belgrade refusera. Alors on opérera militairement. » (*Livre jaune*, n° 14.)

Et alors se posait cette question : pourquoi la Russie et la France, qui étaient décidées à prendre par les armes la défense de la Serbie, n'ont-elles pas avisé l'Allemagne du danger auquel les intentions de l'Autriche allaient exposer la paix ? Le 16 juillet, l'ambassadeur d'Italie dit au baron Schilling, secrétaire général du ministre des Affaires étrangères de Russie : « J'ai l'impression que l'Autriche va entrer dans une voie où elle ne pourra plus reculer. Elle ne voit pas qu'une action contre la Serbie va la jeter contre la Russie. Si vous lui faisiez savoir que telle en sera la conséquence inévitable, elle regarderait sans aucun doute à prendre des mesures trop radicales. » (*Notes journalières du ministère des Affaires étrangères de Russie*, 16 juillet-2 août 1914, tenues par Schilling, p. 12.)

M. d'Ormesson ne se rappelle peut-être pas les documents de cette époque déjà lointaine. On conviendra qu'ils contredisent absolument sa thèse. Si les empires centraux ont caché leur jeu, ce fut assez mal, puisque dans l'autre camp on n'ignorait à peu près rien des intentions de l'Autriche et qu'on savait que l'Allemagne la soutiendrait. Les Gouvernements de l'Entente ont bien mieux caché le leur, puisque ceux des empires centraux croyaient qu'étant donné les circonstances, la Russie et ses alliés n'iraient pas jusqu'à déchaîner une guerre européenne pour la

Serbie. Ce qu'on peut reprocher aux uns comme aux autres, c'est d'avoir agi derrière le dos de leurs peuples, c'est que la pensée du sort qui attendait leurs peuples ne les ait pas fait reculer. Oui, il est vrai que la monstrueuse guerre n'a éclaté que parce que dans les deux camps les Gouvernements ont pris position dans l'ombre. Mais quand M. d'Ormesson ne voit de responsables que d'un seul côté, quand il oppose la traditionnelle loyauté de la diplomatie française, « tout à l'honneur de notre pays », à la duplicité allemande, on ne peut que hausser les épaules.

Si le Gouvernement allemand a caché son jeu, il ne l'a pas caché longtemps ; car nous savons depuis le 3 août 1914 ce que M. d'Ormesson dit avoir découvert vingt-six ans après dans les nouveaux documents français. Ce jour-là, en effet, le chancelier de l'empire d'Allemagne déposa au Reichstag un rapport sur les circonstances dans lesquelles avait éclaté la guerre européenne. On y lit (je résume) : « L'Allemagne promet son appui à l'Autriche, au risque d'amener la Russie dans la lice, parce que l'existence même de l'Autriche était en jeu. Si nous l'avions abandonnée, l'Autriche n'aurait plus été pour nous l'alliée sur laquelle, en présence de l'attitude de plus en plus menaçante de nos voisins de l'Est et de l'Ouest, il fallait que nous puissions compter. En conséquence, nous laissâmes l'Autriche libre d'agir à sa guise contre la Serbie. Nous n'avons pris aucune part aux préliminaires de son action. » Puisque, à tort ou à raison, l'Allemagne avait cru devoir donner un blanc-seing à l'Autriche, il lui était difficile de dire publiquement, dès le 6 juillet, ce que ferait l'Autriche. C'est

cependant pour ne l'avoir pas fait que M. d'Ormesson la déclare responsable de tout. En tous cas, en disant face au monde qu'il avait risqué la guerre en connaissance de cause, le Gouvernement allemand a fait preuve d'une louable franchise. Si ses adversaires l'avaient imité, il n'y aurait pas eu de question des responsabilités de la guerre.

Guerre localisée ou guerre indivisible ?

Mais, dira-t-on peut-être, il n'en est pas moins vrai que si l'Allemagne n'avait pas promis son appui à l'Autriche, il n'y aurait pas eu de guerre.

Il n'y en aurait pas eu non plus si la Russie n'avait pas promis et donné son appui à la Serbie. L'Allemagne a risqué la guerre, mais c'est la Russie qui l'a déchaînée en mobilisant contre l'Allemagne. Les intérêts vitaux de la Russie étaient-ils donc en jeu ? Non, il s'agissait d'empêcher que des agents autrichiens coopèrent à la recherche en Serbie des instigateurs de l'attentat de Serajevo. C'était une exigence extraordinaire, soit. Mais l'assassinat de l'archiduc était-il un événement ordinaire ? A la place de l'Autriche, de grandes puissances aussi ombrageuses que la Russie, la France et l'Angleterre auraient-elles agi autrement ? Toute leur histoire répond que non. Alors, pourquoi avoir fait de la note autrichienne le motif d'une guerre générale ? Quelle satanique disproportion entre la cause et l'effet ! Voilà ce qu'on ne nous explique jamais. Et M. d'Ormesson, qui se garde bien aussi de l'expliquer, pose triomphalement son équation : appui

promis par l'Allemagne à l'Autriche égalait déchaînement de la guerre générale.

Pour que ce fût vrai, il faudrait que l'Autriche ait eu tous les torts, et qu'en la soutenant l'Allemagne ait su qu'elle rendrait la guerre inévitable.

Or, l'Autriche n'avait pas tous les torts. Le 31 janvier 1913, l'ambassadeur anglais à Vienne écrivait à Londres : « La Serbie finira par jeter les États européens les uns contre les autres et provoquer une guerre générale. Je ne puis dire à quel point les gens d'ici sont irrités par les continuelles vexations que ce petit pays, excité par la Russie, inflige à l'Autriche. Qu'une crise nouvelle éclate, et l'Autriche qui, j'en suis sûr, ne supportera en aucun cas une immixtion de la Russie, cherchera à trancher coûte que coûte ses démêlés avec son petit voisin. » (*Documents britanniques*, vol. IX.) L'assassinat de l'héritier présumé de la monarchie austro-hongroise par des propagandistes panserbes n'était pas fait pour arranger les choses.

Bien sûr, il aurait mieux valu que l'Autriche n'eût pas recours à la force. Mais comment oublier que, dans les vingt années antérieures, on s'était battu non seulement en Europe, mais en Asie, en Amérique, en Afrique ; la guerre avait été continuelle. La Serbie pour sa part, l'avait faite en 1912 à la Turquie, en 1913 à la Bulgarie ; ses conquêtes venaient de l'arrondir des deux tiers. Alors quels scrupules pouvait avoir l'Autriche ? Quels reproches pouvaient lui faire les autres Gouvernements ? Elle n'avait qu'à leur répondre ce que le juge Bridoisson répondait aux

autres juges pour justifier sa manière de rendre la justice : « Comme vous aultres ! »

Le Gouvernement allemand, loin de savoir que l'action de l'Autriche rendait inévitable une guerre européenne, espérait qu'elle serait évitée. Il était *pour* la localisation, *contre* l'extension du conflit. Il pensait que le sentiment de la solidarité dynastique empêcherait le Tsar de marcher pour des régicides, et qu'en tous cas la France et surtout l'Angleterre l'en détourneraient. Les documents allemands en font foi (58, 154, 235, 374, 191 et annexe IV, 2, 11, 12). Avait-il si tort ?

M. d'Ormesson rappelle lui-même que, lorsque la note autrichienne fut connue à Pétersbourg, l'ambassadeur d'Angleterre répliqua au ministre des Affaires étrangères de Russie, qui escomptait l'appui de l'Angleterre : « L'opinion publique en Angleterre n'approuverait jamais une guerre dans l'intérêt de la Serbie. » Dans son grand discours du 3 août aux Communes, sir Ed. Grey dit : « Le conflit actuel n'intéresse aucunement la France. Il est purement austro-serbe. Or, messieurs, je puis vous dire avec certitude absolue qu'aucun Gouvernement, aucun peuple ne désire moins que le peuple et le Gouvernement français entrer en guerre à cause du conflit austro-serbe. »

Il n'est donc pas étonnant que le Gouvernement allemand, quand il promit son appui à l'Autriche, ait cru que la France et l'Angleterre détourneraient la Russie de transformer le conflit austro-serbe en guerre européenne. C'est pourquoi, j'en demande pardon à M. d'Ormesson, il me paraît absurde de soutenir que la promesse d'appui faite les 5 et 6 juillet

par les Allemands aux Autrichiens est la seule cause de cette guerre.

L'art des citations

M. d'Ormesson se couvre de l'autorité de M. Camille Bloch, professeur à la Sorbonne, qui, dans son ouvrage *Précis des causes de la guerre mondiale*, soutient en effet la même thèse. Et, comme M. Bloch, il reproduit avec ostentation cette phrase de l'allemand Fischer dans son livre *Les 39 jours critiques* : « *La politique, qui fut approuvée le 5 juillet à Berlin, et qui a fini par déchaîner la guerre mondiale.* » Or, après les mots *a fini* se trouvent, dans le texte original ceux-ci : « *quoique au désespoir de l'empereur et du chancelier* », qui sont omis dans la citation de M. Bloch, et ne sont pas sans importance ! (P. 167.)

Mais ce n'est pas tout. A s'en tenir à cette phrase, on pourrait croire que l'auteur allemand attribue à cette politique de Berlin la seule cause de la guerre. Or, il l'estime justifiée par la politique serbo-russe contre l'Autriche (p. 167 et 169). Bien mieux, il constate que, pour que la funeste imprévoyance du Gouvernement allemand aboutisse à la guerre européenne, il a fallu la décision, prise celle-là en toute connaissance de cause, des Gouvernements russe et français. Et il écrit : « Ces Gouvernements étaient d'accord pour prétendre que la note autrichienne était un acte d'agression contre la Serbie, et qu'une entrée des troupes autrichiennes serait un acte d'agression contre la Russie. Or, il faut bien comprendre ce que signifiait cet accord. Plutôt que

de laisser une ou deux douzaines de fonctionnaires autrichiens enquêter en Serbie, et l'influence autrichienne s'y substituer à l'influence russe, tous les hommes vigoureux de la Russie et de la France, qui avaient commis bien d'autres attentats semblables au droit des nations, seraient arrachés à leurs foyers et lancés dans la plus meurtrière des guerres avec ce cri : Pour défendre votre vie, celle de vos parents, de vos femmes et de vos enfants, en avant ! S'ils avaient su de quoi il s'agissait en réalité, il est bien probable qu'ils auraient répondu que leur vie n'avait rien à voir avec cette affaire. » (P. 153-154.)

J'avais reproduit ce passage dans la critique que j'ai publiée du livre de M. Bloch. Que M. d'Ormesson n'ait pas lu cette critique, c'est trop naturel. Si les écrits restés dans la ligne de 1914 reçoivent la plus large publicité, ceux qui s'en écartent sont toujours étouffés. Mais maintenant que M. d'Ormesson connaît la vraie pensée de l'historien allemand, il sera d'accord, j'en suis sûr, qu'il ne peut l'invoquer à l'appui de la sienne.

Le rôle de l'alliance franco-russe en 1914

Si les assertions de M. d'Ormesson sont étonnantes, ses silences le sont plus encore.

Dans le *Sunday Times* du 27 septembre dernier, l'auteur d'un article sur la politique extérieure, amené à des rapprochements entre la situation actuelle et celle de 1914, fait cette remarque : « S'il n'y avait pas eu alors d'alliance franco-russe, le conflit austro-serbe aurait été localisé. Il n'y aurait eu ni d'agres-

sion de l'Allemagne, ni de violation du territoire belge, ni d'entrée de l'Angleterre dans la guerre. » Incontestablement. Aucun exposé de l'explosion de la guerre européenne de 1914 ne peut donc se flatter d'être exact s'il néglige l'alliance franco-russe. Cependant M. d'Ormesson n'en fait pas état. Les nouveaux documents français sont-ils donc dépourvus de tout intérêt sur ce point ? Eh bien, voyons.

Établissons d'abord ce que, jusqu'ici, nous savions et ne savions pas du rôle joué par l'alliance franco-russe dans l'explosion de la guerre européenne.

Nous savions, par la pièce 101 du *Livre jaune* de 14, que la France avait promis à la Russie « de remplir toutes les obligations de l'alliance ». Ces obligations nous furent longtemps inconnues. Mais en août 1918, pour devancer les révélations du Gouvernement révolutionnaire russe, le Gouvernement français publia un *Livre jaune sur l'alliance franco-russe*. Nous apprîmes que cette alliance était purement défensive, et ne jouait que si l'Allemagne mobilisait la première, sa mobilisation étant considérée comme signifiant la guerre ; alors les deux puissances devaient l'attaquer simultanément et le plus rapidement possible, afin d'empêcher l'Allemagne de tenter de les battre séparément.

Nous savions par les documents russes et allemands que la Russie avait mobilisé la première contre l'Allemagne, et que c'est en riposte que l'Allemagne, qui considérait de son côté qu'une mobilisation russe ou française signifierait la guerre, lui avait déclaré la guerre, après l'avoir sommée de démobiliser.

Nous savions enfin par ces mêmes documents que,

si l'Allemagne déclara la guerre à la France, qui avait mobilisé aussi, c'est parce que, pour empêcher ses adversaires de la battre en l'attaquant simultanément, elle avait formé le plan, d'ailleurs connu de tous, d'essayer de les battre séparément, et pour ce, d'attaquer le plus rapidement et le plus violemment possible la France, dont la mise hors de combat lui paraissait devoir terminer rapidement la guerre.

Nous savions donc que l'alliance franco-russe et la mobilisation russe avaient été les causes occasionnelles de l'entrée de la France dans la guerre.

Mais nous ignorions :

1° Ce que s'étaient dit et ce qu'avaient résolu les représentants des Gouvernements russe et français au cours de leurs entretiens du 20 et 22 juillet, à Pétersbourg ;

2° Si la Russie avait mobilisé d'accord avec la France ou à son insu ;

3° Dans le cas où ce serait à son insu, pourquoi la France lui avait promis de remplir toutes les obligations de l'alliance, le *casus fœderis* étant tombé du fait que la Russie avait mobilisé la première contre l'Allemagne ;

4° Si la France était pacifique, pourquoi elle n'avait pas tout simplement détourné la Russie d'entreprendre la guerre.

Les quatre questions ne sont pas seulement de première importance pour le problème de l'explosion de la guerre. Elle sont capitales pour nous, citoyens d'une démocratie, qui avons le droit de savoir les dessous de l'entrée de la France dans la guerre, ne serait-ce que pour en tirer des enseignements pour

l'avenir, et même pour le présent. Nous espérions donc y trouver une réponse dans les nouveaux documents français, dont on attendait avec une naturelle impatience la lumière sur les points restés encore obscurs des événements de 1914. Or, ils ne fournissent de réponse à aucune de ces questions.

Tout le monde s'en est étonné. La commission chargée de leur publication a même tenu à signaler, pour se disculper de cette carence, qu'elle n'avait trouvé ni dans les archives du Quai d'Orsay, ni ailleurs, aucune trace des entretiens de Pétersbourg. M. d'Ormesson n'y a pas prêté attention. Il s'indigne du secret des entretiens de Postdam, qui a duré moins d'un mois ; mais il ne paraît pas s'apercevoir que celui des entretiens de Pétersbourg dure encore, et restera vraisemblablement toujours inviolé. Le secret du roi, comme sous Louis XV ! Il flétrit l'alliance austro-allemande, génératrice de la guerre austro-serbe ; mais il ne trouve rien à dire de l'alliance franco-russe, génératrice de la guerre européenne.

Il y a cependant dans les nouveaux documents une pièce qui n'a pas pu ne pas attirer son intérêt. Le 2 août au soir, comme la France n'avait pas encore reçu la déclaration de guerre de l'Allemagne qui l'avait déclarée la veille à la Russie, comme le président Poincaré, on le sait par les documents russes, avait donné à l'ambassadeur de Russie l'assurance « que le Gouvernement était tout entier fermement décidé à remplir les obligations du traité d'alliance », comme enfin les Chambres, en raison de la proclamation de l'état de siège consécutif à la mobilisation, avaient été obligatoirement convoquées pour le 4, Viviani télé-

graphia à Pétersbourg qu'il serait amené à leur donner connaissance du traité.

Ce qui veut dire que si les Chambres, d'abord convoquées pour le 3, n'avaient pas été ajournées à dessein au 4, ou que si l'Allemagne, qui aurait bien voulu que la déclaration de guerre vînt de la France, avait patienté vingt-quatre heures de plus, *c'est en effet la France qui lui aurait déclaré la guerre*. Et il n'y aurait pas eu « d'agression traîtresse » de l'Allemagne. Il s'en est donc fallu de bien peu que l'alliance franco-russe ne change complètement la face des choses. Pourquoi M. d'Ormesson le laisse-t-il ignorer aux lecteurs du *Temps* ? Est-ce que ce ne devrait pas être connu de tous les Français, aujourd'hui surtout ?

La première mobilisation générale

« Le grand argument allemand, dit M. d'Ormesson, est que c'est la Russie qui, la première, a décrété la mobilisation générale. Le problème des responsabilités ne se résume pourtant pas à des questions d'horaires. »

Personne de sérieux ne l'a jamais prétendu. Mais voici ce que, sans qu'il soit besoin d'être Allemand, le premier venu a pu constater dès le début de la guerre. Dans son exposé de l'entrée de l'Allemagne dans la guerre, présenté au Reichstag, le 3 août, le chancelier reproduisait ce télégramme adressé par Berlin à Pétersbourg, le 26 juillet : « Les préparatifs militaires de la Russie nous forceront à prendre des mesures analogues, consistant en la mobilisation de notre armée.

Mais la mobilisation signifie la guerre. Comme les obligations de la France envers la Russie nous sont connues, cette mobilisation se ferait tout à la fois contre la Russie et la France. Nous ne pouvons supposer que la Russie veuille déchaîner une telle guerre européenne, puisque l'Autriche-Hongrie ne veut pas toucher à l'existence du royaume de Serbie. » Que la Russie ait néanmoins mobilisé non seulement contre l'Autriche, mais contre l'Allemagne, c'est la preuve qu'elle a matériellement déchaîné la guerre européenne. Et on comprend très bien que le gouvernement allemand l'en accuse. Mais pour M. d'Ormesson, ce document n'existe pas.

Quant à la controverse sur les dates et heures des différentes mobilisations, dont se divertit M. d'Ormesson, son seul motif a été que les Gouvernements russes et français, comprenant mieux que personne l'importance de la mobilisation russe pour la question des responsabilités, prétendirent qu'elle n'avait été qu'une riposte à la mobilisation autrichienne, donc purement défensive, et que, partant, il n'y avait pas lieu de l'incriminer. Pour le faire croire, ils maquillèrent le recueil de leurs documents diplomatiques, et allèrent jusqu'à y introduire des pièces fabriquées : le n° 47 du *Livre orange* russe, le 118 du *Livre jaune* français, qui tomberaient aujourd'hui, j'imagine, sous le coup de la nouvelle loi sur la presse. Dès lors l'antériorité de la mobilisation autrichienne devint un des principaux articles de notre propagande : « Fait capital, écrivaient deux professeurs en Sorbonne dans une brochure : *Qui a voulu la guerre ?* L'acte de la Russie perd le caractère agressif qu'on voulait

lui imputer, pour devenir une simple mesure de défense. »

Pour démontrer la fausseté de ces allégations, il fallait établir les dates et les horaires véritables des mobilisations, et c'était possible pour quiconque, même dès le début de la guerre, voulait s'en donner la peine. C'est à quoi personnellement je me suis employé pendant la guerre même, considérant que le droit et le devoir d'un citoyen français sont de ne pas laisser entraîner son pays dans la guerre par des mensonges. Or, celui de l'interversion des dates des mobilisations russe et autrichienne s'est prolongé dix ans après la guerre. Voilà pourquoi « on a épilogué sans fin sur les dates de mobilisation », comme dit M. d'Ormesson. Mais à qui la faute ?

En rayant des causes de la guerre la mobilisation russe et l'alliance franco-russe, M. d'Ormesson soulève cette question : pourquoi l'Allemagne, sachant que derrière la Russie il y avait la France, et que derrière la France, il y aurait, selon toutes probabilités, l'Angleterre, a-t-elle cependant déclaré la guerre à la Russie ? On aimerait savoir sa réponse. Car autant la décision du Gouvernement allemand s'explique s'il estimait que les mobilisations russe et française signifiaient la guerre, autant il est incompréhensible qu'il se soit mis de gaieté de cœur les trois plus grandes puissances de l'Europe sur le dos.

La légende de « l'agression »

Bref, jetant un voile sur tout ce qui pourrait contrarier sa thèse, M. d'Ormesson conclut comme il

avait commencé, c'est-à-dire en faisant porter toute la responsabilité de la guerre sur les entretiens de Postdam : « Le crime, c'est d'avoir déchaîné la fatalité. Soit sottise, soit légèreté, soit calcul — et sans doutes les trois à la fois — l'histoire dira que ce crime a été commis les 5, 6 et 7 juillet 1914. »

Observons d'abord que, si l'Allemagne avait gagné la guerre, ce qui serait arrivé sans les Américains (il y a là-dessus une lettre du Maréchal Foch), c'est au Gouvernement français que la pierre aurait communément été jetée, pour avoir, lors des entretiens de Pétersbourg, promis son appui à la Russie dans un conflit qui ne regardait en rien la France.

Cette réserve faite, il est exact qu'en croyant que ses adversaires s'abstiendraient d'une guerre « pour des assassins », le Gouvernement allemand a fait preuve d'une étrange méconnaissance de l'histoire — laquelle en a vu bien d'autres — et qu'en risquant une guerre pareille pour se conserver l'alliance de l'État branlant qu'était l'Autriche, il a commis, suivant le mot fameux, plus qu'un crime : une faute. Faute d'ailleurs dont son peuple, qui a failli en mourir, a beaucoup plus de raison de lui demander compte que nous-mêmes, qui avons vu cette guerre « avec une immense espérance », comme disait *Le Matin* du 3 août, et qui nous a valu ensuite des « minutes divines », comme a dit M. Poincaré.

Mais qu'est-ce que la fatalité vient faire dans le raisonnement de M. d'Ormesson ? A Serajevo, quand l'archiduc, après avoir échappé à une grenade, s'entêta à retraverser la ville pour aller voir l'officier blessé, le chauffeur de sa voiture se trompa de direc-

tion à un croisement. C'est au moment où il faisait marche arrière que le jeune bosniaque Princip put tromper la surveillance de l'escorte et ajuster ses deux coups de revolver. Quand on songe aux suites de l'erreur du chauffeur, on peut accuser le destin, et même penser qu'il n'a jamais été plus cruel, plus inexorable. Mais M. d'Ormesson, qui fait commencer les causes de la guerre aux entretiens de Postdam, ne s'inquiète pas de Serajevo. Et, pour lui, la fatalité ne s'est manifestée qu'à Postdam où elle aurait été déchaînée par la décision de l'Allemagne de laisser l'Autriche libre d'agir contre la Serbie.

Ainsi, l'Autriche ayant voulu savoir qui avait armé en Serbie le bras du Bosniaque — et ce n'était pas une exigence sans motifs — il était fatal que le Tsar, plus exposé que quiconque aux attentats terroristes, s'opposât à cette prétention par la guerre ! Il était fatal qu'au lieu de le détourner d'une intervention qui signifiait la guerre entre elle et l'Allemagne, la France pacifique lui laissât les mains libres ! Alors que l'Angleterre, qui avait longtemps refusé de reconnaître le roi d'alors de la Serbie, parce qu'il avait dû sa couronne à une horrible tragédie de palais, ne voulait pas entendre parler d'une guerre à cause de la Serbie, il était fatal qu'elle y participât, « parce que la question n'était pas de savoir si l'Autriche avait raison, mais si les intérêts anglais étaient du côté franco-russe. » (*Doc. anglais*, vol. XI, n° 101.)

Il est vrai que, grâce à cette trouvaille, les lecteurs du *Temps* ont pu s'endormir une fois de plus dans la béate conviction que ces damnés Allemands avaient été la cause de tout, et que, comme toujours, la

France avait été innocente. « Le pacifisme français, n'est pas d'aujourd'hui, ni même d'hier ; il date de nos origines. » (*Le Temps*, 24 septembre 1930.)

Et cependant la vérité est si simple. En 1914 la guerre était encore ouvertement reconnue comme un des moyens légitimes de la politique. Si l'appui donné par l'Allemagne à l'Autriche a déchaîné la guerre, c'est parce que les Gouvernements de l'Entente y ont vu une occasion d'abattre cette nouvelle grande puissance, cette parvenue d'Allemagne, dont l'insolente prospérité menaçait d'enlever à la Russie, à la France, à l'Angleterre leur primauté traditionnelle. C'était leur droit. N'était-ce pas dans une rivalité de puissances qu'avaient eu leur origine toutes les guerres de coalition qui, au nom du fameux équilibre européen, avaient, depuis quatre siècles, ensanglanté l'Europe ? La Russie convoitait les détroits, la France voulait reconquérir le Rhin, et l'Angleterre conserver l'empire des mers. N'était-ce pas l'enjeu habituel des grandes guerres ? Ainsi s'explique, sans intervention de la fatalité, que la France et l'Angleterre, en ne détournant pas la Russie de mobiliser contre l'Allemagne, aient laissé engager une guerre qu'elles avaient toutes trois prévue et préparée au moins aussi bien que les Empires centraux, puisque leurs dépenses militaires avaient été de beaucoup supérieures.

Mais les guerres sont aujourd'hui des guerres de peuples, et ces justifications n'auraient pas galvanisé les masses. Il fallait transformer cette guerre impérialiste, ce modèle de guerre impérialiste, en une guerre de légitime défense, car c'est la seule qu'admettent les peuples, celle qu'on leur fait toujours miroiter.

Les coalisés dissimulèrent donc la mobilisation russe et leurs buts de guerre, et lancèrent ces accusations dont une lueur d'esprit critique, et même de simple bon sens, suffisaient à faire justice : « L'Allemagne avait seule préparé la guerre, l'a seule voulue, a attaqué sans raison et par surprise ses voisins pacifiques. » Et ils lancèrent ces slogans publicitaires : « *Guerre contre la barbarie, contre les Huns ! Guerre pour le droit, la liberté et la civilisation ! Guerre pour tuer la guerre !* » etc... Une propagande infernale, servie par l'élite intellectuelle, les propagea. Ils firent plus de victimes et de ruines que tous les tremblements de terre et toutes les épidémies. C'est sur eux qu'on édifia le traité de paix et le pacte de la Société des Nations. Et ils continuent à passer pour la vérité. « A l'heure où la France a été attaquée », écrivait encore dans *L'Œuvre*, le 22 novembre, M. Paul-Boncour, grand-lama du pacifisme officiel. On songe à ce mot d'Urbain Gohier : « L'homme, cet incurable imbécile. » Ou à celui, peut-être encore plus vrai, de son ami La Fouchardière : « Plus l'humanité vieillit, plus elle devient bête. »

INDEX

- Agression, 17, 47, 108, 107, 111, 113.
Alexandre (Michel), 77, 79.
Algérie, 44, 58, 71.
Allemagne, 14, 19, 21, 23, 27, 30, 32, 34-36, 39-42, 44, 52, 56-59, 61, 79, 80, 82-85, 88, 89, 93, 94, 96, 97, 100-104, 108-117.
Alliance franco-russe, 94, 107-111, 113.
Angleterre, 13, 15, 17, 23, 27, 37, 39, 42, 44, 48, 50, 59, 85, 94, 97, 100, 105, 108, 113, 115, 116.
Anschluss, 58.
Antifascisme, 76, 78.
Armements, 25, 28, 30, 52, 65, 84.
Autriche, 15, 16, 18, 28, 58, 94, 100-106, 112, 115, 116.

Balfour, 77.
Barnes, 21.
Barthou, 23, 24, 57.
Bayet, 43, 51, 52.
Belgique, 73, 100, 108.
Bellamy, 63.
Bernier, 75, 76.
Bloch, 106, 107.
Blum, 88, 89.
Boers, 59.
Bonnet, 47, 48.
Bracke, 88, 89.
Briand, 30, 52.
Buisson, 89, 92.

Cachin, 88.
Caillaux, 91.
Candace, 60.
Causes des guerres, 13, 50.
Causes de la guerre, 21, 95, 97, 113, 115.
Chautemps, 9, 78.
Chinois, 56.
Clemenceau, 96.
Colonies, 59, 61, 71, 72.
Conférence de la paix, 17, 20, 23, 29, 35, 98.
Crapouillot, 63, 75.
Cuno, 27.

Daladier, 21, 39, 71-73, 75.
Déclaration de guerre, 47, 51, 110, 111.
Désarmement, 30, 52, 57, 58, 69.
Descartes, 93.
Deschanel, 89.
Doumergue, 28.

Emery, 40.
Etats-Unis d'Amérique, 16, 17, 31, 32, 48, 49, 71, 74, 81.
Etats-Unis d'Europe, 16.
Europe, 26, 29, 31, 35, 56, 68, 83, 85, 100, 104, 116.
Europe centrale, 42.

Fachoda, 46, 59.
Faguet, 23.
Fascisme, 32, 54, 56, 79, 80, 81.

- Ferrero, 30.
 Ferry, 95.
 Fischer, 106, 107.
 Foch, 114.
 Français, 22, 40, 45, 63, 111.
 France, 13, 15, 17, 18, 19,
 22, 23, 24, 27, 28, 31, 37-
 39, 41, 42, 44-46, 48, 49,
 52, 56-60, 68, 71, 85, 94,
 97, 98, 101, 103, 105, 107-
 114, 116.
 Galtier-Boissière, 58.
 Gide, 65.
 Giono, 40.
 Goering, 54.
 Gohier, 117.
 Grey, 105.
 Guinon, 64.

 Halévy, 35.
 Herriot, 24, 36, 50, 57, 93-96.
 Hindous, 56.
 Hitler, 27, 38, 57, 79, 81, 82,
 84.
 Hollande, 73.
 Hongrie, 28.

 Instituteurs, 62, 64.
 Intellectuels antifascistes, 77,
 78.
 Isaac, 17, 48.
 Israélites, 79, 81.
 Italie, 18, 23, 27, 38, 44, 51,
 56, 58, 59, 80, 83, 84, 101.

 Jallifier, 48.
 Japon, 37.
 Journaux, 9, 12, 22, 40, 62-
 64, 77, 78.

 Kant, 75.
 Kerr, 96.

 Lacombe, 65.
 La Flèche, 58.

 Lafont, 88.
 La Fouchardière, 117.
 Lavissee, 23, 35.
 Lebas, 89.
Le Matin, 114.
 Leroy-Beaulieu, 13, 42.
Le Temps, 23, 30, 33, 92,
 99, 111, 115, 116.
L'Humanité, 91.
 Lloyd George, 96.
L'Œuvre, 43, 51, 60, 117.
L'Humanité, 91.
Le Temps, 23, 30, 33, 92,
 99, 111, 115, 116.
 Ligue des Droits de l'homme,
 42.
 Lothian (Lord), 96, 98.
 Louis (Georges), 89.
 Lyautey, 95.

 Marchal, 16.
 Margueritte (Victor), 55.
 Marianne, 53.
 Maroc, 38, 95.
 Martin du Gard, 19.
 Maupassant, 13.
 Michon, 31.
 Mobilisation russe, 47, 90,
 92, 97, 108, 109, 111-113,
 116.
 Monde, 50.
 Montesquieu, 44, 83.
 Montet, 89.
 Mussolini, 81, 84.

 Neilson, 61.
 Neutrality Act, 50, 73.
 Nitti, 18, 56.

 Oman, 100.
 Origines de la guerre, 52,
 89-91, 98.

 Paul-Boncour, 89, 117.
 Peuple français, 14, 22, 23,
 26, 30, 44, 52, 53, 57, 69.

- Poincaré, 30, 57, 79, 87, 88,
90, 91, 110, 114.
Pologne, 73.
Postdam, 110, 114, 115.
Pozzi, 29.
Prague, 39, 41.
Propagande, 8-10, 15, 25,
36, 49, 51, 62, 77, 78, 92,
97, 98, 112, 117.
- Reboux, 14.
Référendum, 28, 55.
Renaudot, 63.
Renouvin, 52.
Raynaud, 54.
Reynolds, 56.
Roi de Suède, 69.
Roosevelt, 73-71, 84.
Roumanie, 23, 51.
Ruhr, 27, 30, 35.
Runciman, 38.
R. U. P., 19.
Russell, 7, 62-64.
Russie, 13, 15, 18, 19, 23,
43, 46, 89, 92, 94, 95, 97,
100-114, 116.
- Sangnier, 89, 92.
Sarre, 58.
Say, 12, 65, 69.
Schacht, 35.
Schliessen, 97, 109.
Serbie, 14, 23, 29, 94, 95,
99, 101-106, 112, 118.
Shaw, 51, 90.
- Siemens, 35.
Smith, 65.
Société des Nations, 21, 37,
56, 117.
Sorbonne, 52, 106, 112.
Stresemann, 21.
Sunday Times, 107.
- Tansill, 49.
Tardieu, 57, 96.
Tchécoslovaquie, 29, 30, 40,
42.
Tchéquie, 29, 38, 83.
Thomson, 29.
Tocqueville, 30.
Traité de Saint-Germain, 28.
— de Trianon, 28.
— de Versailles, 23, 56, 57,
68, 89, 96, 97, 117.
- Union des grandes Associa-
tions françaises, 36.
Union pour la Vérité, 23.
Unity, 79.
- Vaillant-Couturier, 87, 88,
90.
Van Vollenhoven, 60.
Vergennes, 48.
Victoria, 59.
Viviani, 29, 77, 90-95, 110.
Voltaire, 74.
- Wells, 30.
Wilson, 16, 49, 61.